

Conformément à l'article 87 de la Nouvelle Loi Communale, vous êtes invité(e) à assister à la réunion du Conseil communal qui aura lieu dans la salle du Conseil communal au Centre Administratif d'Uccle, le jeudi 27 avril 2023, à 18:30.

Overeenkomstig artikel 87 van de Nieuwe Gemeentewet, wordt u uitgenodigd om de vergadering van de Gemeenteraad bij te wonen die zal plaatsvinden in de Raadzaal in het Administratief Centrum van Ukkel op donderdag 27 april 2023, om 18:30.

Uccle, le 19 avril 2023
Ukkel, 19 april 2023

**CONSEIL COMMUNAL DU 27 AVRIL 2023
GEMEENTERAAD VAN 27 APRIL 2023**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

1 Interpellation citoyenne : pour le maintien des 2 collectes de sacs poubelle blancs par semaine.

Le gouvernement bruxellois a récemment fait revenir sur la table une réforme antisociale de la collecte des déchets. Le but du projet est clair : ne plus organiser qu'une seule collecte de sacs blancs chaque semaine.

La fin des doubles collectes est prévue pour le mois de mai 2023 dans 10 communes pilotes de Bruxelles, dont Uccle fait partie. Plusieurs communes visées par ce plan se sont déjà opposées à la fin des collectes. Et pour cause : le problème des déchets en rue est déjà énorme, rajouter à cela la fin des doubles collectes ne fera qu'empirer la situation sanitaire dans les communes de la région bruxelloise.

Les gens qui ont une terrasse, un jardin ou même un local poubelle sont minoritaires. Comment sommes-nous censés stocker nos déchets lorsque nous vivons en famille dans un appartement et que nous cuisinons normalement ? Comment faire lorsque l'on a un enfant en bas âge et que les couches sales s'entassent dans la poubelle ? Comment faire lorsque les poubelles doivent être stockées dans la cuisine et risquent, après plusieurs jours, d'attirer des nuisibles comme les rats et les souris dans nos logements ?

Faire cesser purement et simplement les deux collectes hebdomadaires et punir à coup d'amendes les citoyens qui ne respectent pas les règles de tri est antisocial. Le plan du gouvernement ne prend pas en compte notre vie quotidienne.

D'autres solutions existent : les conteneurs enterrés en rue pour organiser le tri, un meilleur financement du service public de ramassage des poubelles et la construction de parcs de recyclage de proximité, par exemple.

Notre question pour vous est la suivante : allez-vous laisser faire ? Allez-vous laisser les Ucclois vivre dans les mauvaises odeurs et encourager les dépôts clandestins ? Ou allez-vous retirer la commune d'Uccle des communes pilotes et vous battre pour faire cesser ce projet de réforme ?

Burgerinterpellatie : voor het behoud van de 2 ophalingen van witte vuilniszakken per week.

De Brusselse regering heeft onlangs opnieuw een asociale hervorming van het systeem van afvalophaling doorgevoerd. Het doel van het project is duidelijk: slechts één ophaling van witte zakken per week organiseren.

Het einde van de dubbele ophaling is gepland voor mei 2023 in 10 Brusselse proefgemeentes, waaronder Ukkel. Verschillende gemeentes die onder dit plan vallen, hebben al bezwaar gemaakt tegen het einde van de ophalingen. En met reden: het probleem van zwerfvuil op straat is al enorm en door de dubbele ophalingen stop te zetten zal de gezondheidssituatie in het Brusselse gewest alleen maar verslechteren.

Mensen met een terras, een tuin of zelfs een vuilnislokaal zijn in de minderheid. Hoe moeten we ons afval opslaan als we als gezin in een appartement wonen en normaal koken? Wat doen we als we een klein kind hebben en de vuile luiers zich opstapelen in de vuilnisbak? Wat doen we als het afval in de keuken moet worden opgeslagen en het na enkele dagen ongedierte zoals ratten en muizen naar onze woningen kan lokken ?

Simpelweg stoppen met de twee wekelijkse ophalingen en burgers beboeten die de sorteerregels niet respecteren is asociaal. Het plan van de regering houdt geen rekening met ons dagelijks leven.

Er bestaan andere oplossingen zoals ondergrondse containers in de straat om het sorteren te organiseren, een betere financiering van de openbare vuilnisophaaldienst en de aanleg van lokale recyclageparken.

Onze vraag aan u is: laat u dit gebeuren? Gaat u de Ukkelaars laten leven met stankoverlast en sluikstorten aanmoedigen? Of schrapt u de gemeente Ukkel uit de proefgemeentes en vecht u dit hervormingsproject aan ?

2 Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 23 mars 2023.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 23 maart 2023.

3 Information : Vivaqua - Rapport au Conseil communal de ses représentants dans l'exercice de leur mandat d'administrateur(trice) - Exercice 2022.

4 Brutélé.- Convention avec Enodia.- Libération du prix de cession et gestion des garanties et de l'Estimation de Base.- Désignation de conseils et mandataires de la Commune à ces fins.

Le Conseil,

Vu la délibération du Conseil du 25 février 2021 (ci-après « la délibération du Conseil »);

Vu les articles 21.1, 21.2.2 et 21.2.7 de la convention de cession de l'intégralité des parts de la société intercommunale pour la diffusion de la télévision (Brutélé) conclue avec Enodia le 23 décembre 2021 (ci-après « la Convention »), aux termes desquels :

« 21.1. Les Vendeurs, agissant collectivement ainsi que chacun individuellement, délèguent irrévocablement tous les pouvoirs pour mettre en œuvre la Convention (le « Mandat ») :

{C}21.1.1 {C}jusqu'au Transfert : au conseil d'administration de la Société;

{C}21.1.2 {C}après le Transfert : les personnes listées à l' Annexe 17,

dans chacun de ces cas, les « Représentants des Vendeurs ».

21.2. Le Mandat couvrira la prise de décisions, et la réalisation d'actes, liés à la mise en œuvre de la présente Convention, et notamment :

[...]

{C}21.2.2. {C}la libération de la partie cantonnée du prix, conformément à l'article 3.4 et au Contrat d'Escrow;

[...]

{C}21.2.7. {C}la gestion des Réclamations de l'Acquéreur, conformément à l'article 12 »;

Vu les articles 12.1.1 et 12.3 de la Convention relatifs aux notifications faites aux ou par les représentants des communes venderesses, l'article 10.1 et l'annexe 10 se rapportant aux déclarations de ces dernières pouvant donner lieu à garantie et les articles 12.3 et 12.4 de celle-ci relatifs aux délais dans lesquels les réclamations en matière de garanties doivent être traitées;

Vu l'article 11.2.2 de la Convention relatifs aux délais des garanties ainsi consenties et disposant que :

Délais de prescription

Sans préjudice de l'article 4.5, les Vendeurs ne seront pas tenus d'indemniser l'Acquéreur au titre d'une Réclamation pour une inexactitude des Déclarations si celle-ci ne lui a pas été notifiée conformément à l'article 12 :

{C}(a) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Fondamentales, dans un délai de cinq (5) ans à compter de la Date de Transfert;

{C}(b) pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Fiscales, dans un délai de septante-cinq (75) jours à partir de la date à laquelle le droit de

l'administration Fiscale ou de toute autre Autorité compétente pour réclamer tout Impôt est prescrit en vertu des Lois applicables; et

{C}(c) *pour toute Réclamation pour inexactitude des Déclarations Assurées par OBE et des Déclarations Non Assurées par OBE, autres que les Déclarations Fiscales, dans un délai de 18 (dix-huit) mois plus trente (30) Jours Ouvrables à partir de la Date de Transfert,*

étant entendu que toute Réclamation ainsi notifiée aux Vendeurs sera considérée comme définitivement abandonnée et inopposable aux Vendeurs si elle n'est pas poursuivie conformément à l'article 23.2 dans les six (6) mois plus trente (30) Jours Ouvrables suivant la réception de ladite Réclamation par les Vendeurs. Aucune nouvelle Réclamation ne peut être faite concernant les faits, les questions, les événements ou les circonstances qui ont donné lieu à une telle Réclamation abandonnée »;

Vu les articles 28, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, a), b) et c), et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'article 16 de la Convention relative à l'Estimation de Base, destinée à tenir Enodia indemne des avantages de retraite et de survie afférents au personnel statutaire de Brutélé qui lui est transféré, et aux modalités de gestion de celle-ci par investissement prudent avec évaluations et revues en principe quinquennales visées à l'article 16.3;

Considérant que par sa délibération précitée, le Conseil a décidé de « *charge[r] le Bourgmestre et le le Secrétaire communal ou la ou les personnes qu'ils désigneront, après la réalisation de la cession des parts communales, de prendre, en concertation avec les Directeurs généraux ou Secrétaires communaux des autres communes associées de Brutélé, les décisions liées aux suites de la réalisation de la cession, notamment la gestion des réclamations d'Enodia, la libération de la partie cantonnée du prix et la désignation, avec Enodia, du ou des gestionnaires de fonds qui assureront la gestion des investissements du montant de la provision ("Estimation de Base") afférente aux cotisations de responsabilisation relatives au personnel statutaire de Brutélé transféré à Enodia, conformément aux conditions de la convention de cession des parts communales, et ce sans préjudice de l'adoption de toute autre solution structurelle pour assurer la représentation de la commune dans les actes précités* »;

Que les articles 12.3 et 12.4 de la Convention impartissent des délais brefs pour réagir et traiter les réclamations adressées par Enodia en vue de l'appel aux garanties consenties par la commune dans le cadre de celle-ci;

Que les représentants de la commune sont tenus de notifier des objections aux réclamations qui leur sont adressées dans les vingt jours ouvrables, après les avoir au préalable analysées dans ce même délai;

Qu'il est par ailleurs prévu que les parties chercheront à s'accorder quant aux réclamations introduites dans les trente jours ouvrables;

Qu'à l'occasion du transfert visé par la Convention, Brutélé sera absorbée et cessera dès lors d'exister en tant qu'entité, avec la conséquence que les communes cessionnaires deviendront elles-mêmes les interlocutrices d'Enodia dans le cadre des garanties consécutives à ce transfert, ainsi qu'il résulte de l'article 21.2 et l'annexe 17 de la Convention;

Considérant que le traitement de ces questions dans de tels délais à l'intervention des Bourgmestres et/ou des Secrétaires communaux ou Directeurs généraux de chacune des communes vendeuses, nécessite que ceux-ci puissent être assistés de conseils et de représentants pouvant réagir rapidement

aux réclamations et demandes de garantie; Que ces questions présentent par ailleurs un caractère hautement technique qui requiert une analyse et des appréciations du même ordre;

Qu'il convient dès lors, dans l'intérêt de la commune, de charger un même tiers en vue d'assister et représenter les différents représentants des communes vendeuses;

Considérant qu'il y a lieu d'en charger le cabinet Simont Braun;

Qu'en tant que cabinet d'avocats, celui-ci est mieux équipé pour traiter, préparer et formuler une proposition concernant des questions de cet ordre;

Qu'ayant suivi et accompagné l'opération en question depuis l'origine et pris part à la négociation de la Convention et le traitement des questions qui l'entourent, il s'avère par ailleurs le mieux à même de donner suite aux réclamations d'Enodia et le seul à pouvoir le faire avec une telle efficacité résultant de sa connaissance intime de la Convention et de ses modalités, complexes, ainsi que du contexte plus général, dans les stricts délais impartis dont question ci-avant;

Qu'à raison de l'expertise et de la connaissance propre en ce domaine qu'il a déjà acquise, qui se révèle extrêmement spécifique et non interchangeable ou remplaçable par d'autres, ce cabinet apparaît ainsi exclusivement en mesure de réagir avec la célérité et le degré de maîtrise requise et voulue aux réclamations qui seraient adressées par Enodia dès après le transfert à venir;

Qu'au regard des motifs qui précèdent et compte tenu de la nature pré-contentieuse ou contentieuse de son intervention, le choix de ce cabinet est conforme à l'article 28, § 1er, alinéa 1er, 4°, a), et b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Considérant que la durée des garanties s'étend jusqu'à cinq ans après le transfert en ce concerne les déclarations fondamentales, après un premier délai de dix-huit mois et trente jours pour les autres déclarations, conformément à l'article 11.2.2 de la Convention, outre un délai spécifique, et variable, pour les déclarations fiscales;

Que le cabinet retenu doit dès lors être chargé de la mission visée pour une durée de cinq ans ou tout autre délai plus long qui résulterait effectivement d'une garantie consentie;

Qu'il y a en outre lieu de lui permettre de poursuivre le traitement et le suivi des réclamations qui se prolongerait au-delà de ce terme, notamment en cas de différend porté en justice;

Qu'il y a également lieu pour la commune d'élire domicile au sein du cabinet Simont Braun pour tout ce qui relève de l'exécution ou de la gestion des garanties au titre de la Convention;

Considérant, en termes d'organisation de cette assistance, que la commune charge ses représentants de communiquer à ce cabinet d'avocats toute réclamation adressée par Enodia dans les vingt-quatre heures de sa réception, par courriel et par courrier;

Que ledit cabinet analysera toute réclamation qui lui est communiquée ainsi que la suite à y réserver et préparera une proposition de décision soumise aux représentants de la commune, qui devront prendre position sur cette proposition dans le bref délai imparté par les nécessités des délais prévus par la Convention;

Qu'à défaut de réaction dans le délai ainsi imparté, la proposition formulée sera réputée acceptée par la commune;

Que la position, expresse ou tacite, de la commune sera prise en considération à concurrence du pourcentage découlant de la clé afférente à la répartition du prix de cession, dont les principes directeurs ont été arrêtés par délibération du conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019 et actualisés par

délibération du même organe du 19 janvier 2021 sur lesquels le Conseil a marqué son accord dans sa délibération précitée, dans la décision commune qui sera prise par l'ensemble des communes anciennement associées de Brutélé (telles que reprises en annexe 1 de la Convention) sur la réclamation concernée à la majorité simple des voix pondérées que représentent ces différentes communes par application de la clé précitée;

Considérant qu'il convient par ailleurs de permettre au cabinet ainsi désigné de s'entourer, dans l'exercice de sa mission, des conseils requis et de désigner à cette fin des tiers de son choix, notamment un réviseur pour les questions d'ordre comptable et financier ou encore des conseillers pour les aspects de nature opérationnelle, fiscale ou sociale ainsi qu'au regard des décisions liées à la gestion avant la date de transfert de l'intercommunale Brutélé;

Qu'il convient de fixer la rémunération afférente à l'exercice de cette mission;

Qu'après consultation de ce cabinet par Brutélé, celui-ci exercera sa mission aux taux horaires suivants :

{C}- 400 euros pour un(e) associé(e);

{C}- 300 euros pour un(e) avocat(e) non associé(e) inscrit(e) au barreau depuis dix ans ou plus;

{C}- 200 euros pour tout(e) autre avocat(e);

Que ces taux s'entendent frais compris, hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %) ou débours facturés à prix coûtant, et seront indexés annuellement, au 1^{er} janvier de chaque année suivant le transfert intervenu, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base correspondant à celui du mois précédent le transfert à venir tel que visé à l'article 8.1 de la Convention;

Que ces taux se révèlent justifiés eu égard aux montants en jeu, à la complexité de l'opération et de ses modalités contractuelles ainsi qu'à la technicité des questions que les réclamations susciteraient;

Que la rémunération des conseillers que s'adjoindrait le cabinet désigné sera fixée selon les modalités usuelles pratiquées en ces matières, en tenant compte des taux ci-dessus ou des pratiques habituelles de ces conseillers externes, s'ils sont également déjà intervenus comme conseillers de Brutélé, d'Enodia ou de Nethys et Voo, dans le cadre de cette opération;

Qu'il appartiendra également d'assurer dans ce cadre la prise en charge d'une quote-part éventuelle, des frais de conseils qu'Enodia ou sa filiale Nethys exposeraient et qui concernaient la gestion d'appels à garantie ou de réclamations qui seraient communs aux activités de Brutélé et à celles de Voo;

Que ces charges seront supportées par la commune à proportion de la clé de répartition précédemment évoquée;

Considérant qu'il convient, pour supporter les charges afférentes à l'assistance ou la représentation de la commune organisée par la présente délibération, sur la partie du prix définitif qui ne demeure pas cantonnée en application de l'article 3.4.3 de la Convention (i) de réserver et consigner un montant de 750.000 euros hors T.V.A. (907.500 euros TVAC) (ci-après dénommée la « Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats »), soit environ 0,32 pourcent du prix définitif visé aux articles 3.1.2 et 3.4 de la Convention, et (ii) de réserver et consigner un montant de 30.000 euros hors T.V.A. (36.300 euros TVAC) (ci-après dénommée la « Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire »);

Que la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats comprend les frais d'assistance de tiers dont il s'entoure (réviseurs, conseillers pour les aspects de nature opérationnelle, fiscale, sociale ou de gestion, etc.) et sera libérée sur la base des états adressés par le cabinet désigné et

étayés par un relevé des devoirs accomplis, comprenant ses prestations et celles des tiers qu'il s'adjoint le cas échéant;

Que les prestations pouvant être raisonnablement attendues dans le cadre de cette mission de conseil et de défense des intérêts de la commune peuvent être évaluées à 25 heures en moyenne par mois, dans un premier temps, puis 16h40 en moyenne par mois, dans un second temps, à un taux moyen de 300 euros hors T.V.A.; Qu'il y a lieu également de tenir compte des frais incompressibles et de la disponibilité requise dans l'exercice de cette mission;

Que sur cette base et de sorte à assurer une prévisibilité au regard de cette charge, il y a lieu d'allouer, à dater du transfert à venir et par échéance trimestrielle, un montant forfaitaire mensuel de 7.500 euros hors T.V.A. (actuellement 9.075 euros TVAC) pour les dix-neuf premiers mois puis de 5.000 euros hors T.V.A. (actuellement 6.050 euros TVAC) pour les mois ultérieurs, jusqu'au terme de la mission tel que précisé plus haut;

Que ces montants forfaitaires sont en phase avec l'importance des enjeux et des sommes en cause dans le cadre des garanties (à savoir 10 % du prix définitif total revenant aux communes associées de Brutélé), et apparaissent représentatifs de la charge de travail qu'entraîne la mission et les prestations escomptées à ce titre; Que ces montants forfaitaires ne représentent que moins de la moitié du montant de la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats telle que visée ci-dessus et n'obèrent pas cette réserve;

Que ces montants mensuels ont en outre été modulés selon qu'ils se rapportent à la première période de garantie, qui couvre tant les garanties fondamentales que les autres garanties, que la durée ultérieure qui ne concerne plus que principalement les premières, et seront indexés de la même manière qu'indiquée ci-dessus en ce qui concerne les taux horaires;

Que si cependant les devoirs accomplis s'avèrent plus importants que l'évaluation forfaitaire indiquée ci-avant, ceux-ci seront rémunérés conformément aux taux et modalités agréés ci-avant;

Considérant que si la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats risque de s'amenuiser en-deçà de 75.000 euros hors T.V.A. (actuellement 90.750 euros TVAC), il y aura lieu de procéder, sur instruction du cabinet désigné, à un appel de fonds auprès des différentes communes anciennement associées de Brutélé telles que reprises en annexe 1 à la Convention, chacune supportant ces frais selon la clé applicable à la répartition du prix de cession visée plus haut;

Que dans l'hypothèse d'une insuffisance de la somme affectée à la rémunération du cabinet retenu ou des tiers-conseils qu'il mandate, ceux-ci pourront suspendre leurs prestations jusqu'à réalimentation de ce montant couvrant leurs prestations accomplies et les provisions mensuelles définies ci-dessus pour trois mois à venir, sans aucune responsabilité de leur part;

Considérant que le cabinet ainsi désigné rendra compte de l'exercice de sa mission par l'envoi à la commune, dans le mois de l'échéance de chaque trimestre, d'un rapport rendant compte de l'état d'avancement de sa mission et reprenant le solde des montants encore disponibles au titre de la garantie, l'état des facturations effectuées et le solde des montants restant disponibles par rapport aux montants réservés et consignés, sur la base des informations dont il dispose;

Qu'à défaut d'objection dûment motivée de la commune dans les trente jours de la réception de ce rapport adressée par courrier recommandé, les prestations accomplies et les états d'honoraires ou de frais dont il est fait état seront réputés acceptés;

Considérant qu'en cas de désaccord quant aux devoirs portés en compte ou de contestation des prestations accomplies par ou à la demande du cabinet d'avocats, émanant d'une ou de plusieurs communes concernées, il sera procédé comme suit :

{C}(i) le cabinet d'avocats relayera la réclamation adressée par la ou les communes concernées auprès des autres communes, qui disposeront alors d'un délai de trente jours pour se prononcer sur l'objection soulevée et relayée;

{C}(ii) si l'objection est partagée par ces autres communes, leur objection devra être motivée dans le délai visé au point précédent et sera, à défaut, considérée comme non avenue;

{C}(iii) l'objection motivée de la commune dans les délais précités sera prise en compte à concurrence de la clé de répartition précédemment évoquée et devra recueillir, dans le délai visé au point (ii), une majorité simple des voix pondérées que représentent les différentes communes par application de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), faute de quoi l'objection sera considérée comme non avenue;

{C}(iv) en cas d'objections motivées et ayant recueilli la majorité visée au point précédent dans le délai indiqué, les parties concernées se rencontreront aux fins de régler le différend;

Que si le différend ne peut être résolu de commun accord dans les trente jours de la réception de l'objection motivée, le cabinet précité, et les tiers qu'il aurait désignés, pourront suspendre ou terminer l'exercice de leur mission jusqu'à règlement du différend, sans encourir une quelconque responsabilité de ce chef;

Considérant qu'il y a également lieu, aux fins de la mise en œuvre de l'article 3.4 de la Convention, de désigner un représentant chargé de procéder en suite du transfert à la répartition du prix libérable perçu pour la cession des parts entre les différentes communes concernées et à la libération de la part revenant à chacune d'elle conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021 ainsi qu'à l'article 3.4 de la Convention, et à la gestion du montant réservé pour couvrir les charges liées à l'intervention du Notaire et à celles du cabinet d'avocats désigné;

Qu'il y a lieu de désigner à cet effet le Notaire Peter Van Melkebeke, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société "Berquin Notaires", intervenant habituel de Brutélé en ces matières, ou tout autre notaire associé de l'étude précitée, qui est déjà chargé, dans l'exercice de ses missions légales, d'actes réalisés en vue du transfert à venir tels que les modifications statutaires, la constatation de la division des parts de Brutélé et les recherches immobilières des actifs transférés, dont les présentes opérations constituent la suite;

Qu'il convient en outre de le charger :

{C}(i) de consigner sur un compte rubriqué propre de son étude (i) la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats affectée au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure et (ii) la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire affectée au paiement des prestations du notaire dont question ci-dessus;

{C}(ii) de procéder, moyennant la production de factures adéquates, au paiement trimestriel, par prélèvement sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, des états trimestriels adressés par ce prestataire ainsi que des sommes forfaitaires minimales dues à celui-ci et, s'il échet, de procéder, sur instruction du cabinet désigné, aux appels de fonds destinés à réalimenter à suffisance le compte rubriqué tel qu'indiqué ci-dessus, et;

{C}(iii) de contrôler, au nom et pour compte de la commune, que les états adressés par ledit cabinet et les tiers dont il s'entoure le cas échéant comportent toutes les mentions légales;

Que ces tâches sont intimement liées à l'opération et au transfert à la réalisation desquels le notaire désigné prête son ministère;

Qu'il convient par ailleurs de prévoir dans la convention d'escrow à signer, dont le modèle figure en annexe 14 à la Convention, que les libérations successives du prix définitif s'effectueront sur un compte rubriqué ouvert au nom de l'étude du notaire chargé de procéder à la répartition du prix;

Que le notaire désigné communiquera également au cabinet d'avocats retenu, aux fins de l'établissement de son rapport trimestriel dont précédemment question, dans les huit jours de chaque mouvement ou ensemble de mouvements, le solde des montants restant disponibles par rapport aux sommes réservées et consignées sur le compte rubriqué de son étude, ainsi que toute somme perçue au titre de l'exécution de la convention d'escrow;

Qu'après consultation du Notaire Peter Van Melkebeke, il y a lieu de prévoir les émoluments qui suivent à charge de la commune dans la mesure de la clé de répartition déjà évoquée :

{C}- 2.000 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour la mission globale confiée au notaire dont question ci-dessus;

{C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement trimestriel relatif au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure;

{C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement effectué en faveur de la commune relatif :

{C}(i) au versement du prix de cession libérable à la date du transfert aux communes concernées conformément à la clé de répartition;

{C}(ii) au versement des tranches libérées de la partie du prix (10 %) cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après sa libération, aux communes concernées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention et conformément à la clé de répartition;

{C}(iii) {C} à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, à la répartition du solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément à la clé de répartition;

{C}- 500 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque mise en œuvre de la procédure d'appel de fonds;

Que ces émoluments s'entendent hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %);

Considérant que la vérification des factures émanant du cabinet d'avocats par le notaire désigné est une vérification *prima facie* (i.e. et non une vérification du contenu de celles-ci, ni des prestations ou devoirs y afférents);

Qu'à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, le solde du ou des montants consignés auprès

du Notaire en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire seront, après déduction de leurs états finaux, répartis entre les différentes communes concernées conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021;

Considérant, enfin, qu'il y a lieu de régler, tel qu'évoqué dans la délibération du Conseil, la gestion de l'Estimation de Base après transfert et des flux financiers qui en découlent, conformément à l'article 16, en particulier 16.2 et 16.3, de la Convention;

Qu'il y a lieu à cet effet de mandater Brutélé, agissant à l'intervention de son conseil d'administration, ou toutes autres personnes désignées par celui-ci avant le transfert à intervenir, de convenir avec Enodia des modalités de gestion de l'Estimation de Base visée à l'article 16.2.2 de la Convention pour la durée de celle-ci, en ce compris la désignation du gestionnaire et, le cas échéant, le remplacement de celui-ci;

Que ce mandat comprend également, au nom et pour compte de la commune, l'assistance aux réunions de présentation avec le gestionnaire désigné, l'évaluation des comptes rendus de la mission de ce dernier et le traitement des réévaluations visées à l'article 16.3 de la Convention;

PAR CES MOTIFS :

Le Conseil communal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1^{er} :

De faire consigner et réserver, sur la partie du prix définitif libérable à la date du transfert au profit de la commune telle que visée à l'article 3.4 de la Convention, un montant de 907.500 euros T.V.A. comprise (750.000 euros hors T.V.A.) et de 36.300 T.V.A. comprise (30.000 euros hors T.V.A.), pour la couverture des frais et émoluments résultant des articles 3 et 5 ci-après.

De faire procéder à un appel de fonds auprès des différentes communes anciennement associées de Brutélé telles que reprises en annexe 1 à la Convention, si le montant ainsi consigné menace de devenir inférieur à 75.000 euros hors T.V.A. (soit actuellement 90.750 euros TVAC), chacune de ces communes supportant ces frais selon la clé applicable à la répartition du prix de cession visée à l'article 4, (i), ci-après, les fonds appelés devant être libérés dans les soixante jours de l'appel.

Article 2 :

De charger le cabinet Simont Braun, dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 250 bte 10, et inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0466.896.335 :

{C}(i) d'assister la commune dans la gestion des réclamations adressées par Enodia telle que visée à l'article 21.2.7 de la Convention, et de représenter les représentants de la commune désignés à cet effet, selon les modalités et conditions visées ci-dessus;

{C}(ii) d'analyser toute réclamation qui lui est communiquée ainsi que la suite à y réserver, étant entendu que ce cabinet peut s'entourer de conseillers de son propre choix pour l'éclairer quant à certains aspects spécifiques desdites garanties;

{C}(iii) de formuler et soumettre une proposition de décision concernant les réclamations aux représentants de la commune, à charge pour ces derniers de se prononcer sur celle-ci dans le délai qui sera imparti, à défaut de quoi elle sera réputée acceptée, étant entendu que la position, expresse ou tacite, de la commune sera prise en considération à concurrence du pourcentage

découlant de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), ci-après dans la décision commune à prendre, à la majorité simple, par l'ensemble des communes anciennement associées de Brutélé (tel que reprises en annexe 1 de la Convention) sur la base des voix ainsi pondérées de chacune d'elles;

{C}(iv) le tout pour une durée de cinq ans à dater du transfert visé à l'article 8.1 de la Convention ou tout autre délai plus long qui résulterait effectivement d'une garantie consentie, cette mission se prolongeant le temps nécessaire à la gestion ou traitement de réclamations formées pendant la période précitée;

{C}(v) à charge de rendre compte de sa mission par l'envoi à la commune, dans le mois de l'échéance de chaque trimestre, d'un rapport faisant état de l'avancement de sa mission et reprenant le solde des montants encore disponibles au titre de la garantie, l'état des facturations portées en compte ainsi que le solde des montants restant disponibles au regard des montants réservés et consignés à cet effet, sur la base des informations dont il dispose et communiquées par le notaire conformément à l'article 4 (viii) ci-après.

De charger les représentants de la commune précédemment désignés de communiquer audit cabinet d'avocats toute réclamation adressée par Enodia dans les vingt-quatre heures de sa réception, par courriel et par courrier.

D'élire domicile de la commune au sein du cabinet Simont Braun pour tout ce qui relève de l'exécution ou de la gestion des garanties au titre de la Convention.

Article 3 :

De rétribuer ledit cabinet pour l'exercice de sa mission ainsi définie aux taux horaires suivants, frais compris et hors débours facturés à prix coûtant :

{C}- 400 euros hors T.V.A. (484,00 euros TVAC) pour un(e) associé(e);

{C}- 300 euros hors T.V.A. (363,00 euros TVAC) pour un(e) avocat(e) non associé(e) inscrit(e) au barreau depuis dix ans ou plus;

{C}- 200 euros hors T.V.A. (242,00 euros TVAC) pour tout(e) autre avocat(e) dudit cabinet.

De rémunérer les tiers de son choix dont ce cabinet estimerait nécessaire de s'entourer dans l'exercice de sa mission pour certaines questions spécifiques, selon les modalités usuelles pratiquées en ces domaines, en tenant compte des taux ci-dessus.

D'allouer, à dater du début de la mission et par échéance trimestrielle, un montant mensuel forfaitaire minimal de 7.500 euros hors T.V.A. (actuellement 9.075 euros TVAC) pour les dix-neuf premiers mois puis de 5.000 euros hors T.V.A. (actuellement 6.050 euros TVAC) pour les mois ultérieurs couvrant les devoirs attendus, les frais incompressibles et la disponibilité requise.

D'arrêter comme suit la procédure en cas de désaccord quant aux devoirs et états ainsi portés en compte ou de contestation des prestations accomplies :

{C}(i) toute objection de la commune devra être notifiée par pli recommandé au cabinet d'avocats désigné dans un délai de trente jours à dater de la réception du rapport trimestriel visé à l'article 2, (v), et être dûment motivée; à défaut, les prestations accomplies et les états d'honoraires ou de frais dont il est fait état dans ce rapport seront réputés acceptés sous réserve du point (ii) ci-après;

- {C}(ii) en cas d'objection d'une ou plusieurs communes concernées dans les formes et délais visés au point précédent, le cabinet d'avocats retenu relayera cette objection auprès des autres communes, qui disposeront d'un délai de trente jours pour se prononcer;
- {C}(iii) si l'objection est partagée par ces autres communes, leur objection devra être motivée dans le délai visé au point précédent et sera, à défaut, considérée comme non avenue;
- {C}(iv) l'objection motivée de la commune dans les délais précités sera prise en compte à concurrence de la clé de répartition précédemment évoquée et devra recueillir, dans le délai visé au point (iii), une majorité simple des voix pondérées que représentent les différentes communes par application de la clé de répartition visée à l'article 4, (i), faute de quoi l'objection sera considérée comme non avenue;
- {C}(v) en cas d'objections motivées et ayant recueilli la majorité visée au point précédent dans le délai indiqué, les parties concernées se rencontreront aux fins de régler le différend;
- {C}(vi) faute d'accord dans les trente jours de la réception des objections motivées ayant recueilli une majorité simple des voix pondérées telle que précisée, le cabinet précité, de même que tout tiers qu'il aurait désigné dans le cadre de celle-ci, pourra suspendre l'exercice de sa mission jusqu'à règlement du différend, sans encourir quelque responsabilité de ce chef.

Article 4 :

De désigner le Notaire Peter Van Melkebeke, à Bruxelles, exerçant sa fonction dans la société "Berquin Notaires", dont l'étude est sise à 1000 Bruxelles, avenue Lloyd George 11 et inscrite à la banque-carrefour des entreprises sous le numéro 0474.073.840, ou tout autre notaire associé de l'étude précitée, pour la même durée que celle visée à l'article 2, (iv), ci-dessus aux fins, au nom et pour le compte de la commune :

- {C}(i) de procéder, conformément à l'article 3.4.1 de la Convention, à la répartition du prix de cession libérable à la date du transfert selon la clé dont les principes directeurs ont été arrêtés par délibération du conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019 et actualisés par délibération du même organe du 19 janvier 2021, auxquels le Conseil a marqué son accord dans sa délibération précitée, et de verser la part revenant à la commune, sous réserve de la consignation pour charges visées ci-après;
- {C}(ii) de répartir entre les différentes communes concernées la partie du prix (10 %) demeurant cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après sa libération et à proportion des tranches libérées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention, selon les termes et modalités qui y sont visés et la clé de répartition dont question au point précédent;
- {C}(iii) de contrôler que les états des prestations adressés par le cabinet Simont Braun dans le cadre de sa mission comportent toutes les mentions légales;
- {C}(iv) d'effectuer une vérification *prima facie* des factures émanant du cabinet Simont Braun (i.e. et non une vérification du contenu de celles-ci, ni des prestations ou devoirs y afférents) et, en cas de désaccord, de régler le point avec le cabinet Simont Braun;
- {C}(v) de consigner, sur la partie libérable du prix à la date du transfert, (i) la somme de 907.500 euros T.V.A. comprise (soit 750.000 euros HTVA, étant la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats) sur un compte rubriqué de son étude pour le règlement des états de prestations adressés par le cabinet Simont Braun, comprenant ses propres prestations et celles accomplies le cas échéant par les tiers qu'il aura désignés pour le conseiller et (ii) la

somme de 36.300 euros T.V.A. comprise (soit 30.000 euros HTVA, étant la Somme Réservee et Consignée pour la Mission du Notaire) sur ledit compte rubriqué pour la couverture de ses propres émoluments;

{C}(vi) de procéder, moyennant la production de factures adéquates, au paiement trimestriel, par prélèvement sur la Somme Réservee et Consignée pour la Mission du Cabinet d'avocats, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, des états trimestriels adressés par ce cabinet et les sommes forfaitaires visés à l'article 3 ci-dessus;

{C}(vii) de procéder, sur instruction du cabinet Simont Braun, aux éventuels appels de fonds dont question à l'article 1^{er}, alinéa 2, qui précède;

{C}(viii) de communiquer au cabinet Simont Braun, aux fins de l'établissement du rapport trimestriel visé à l'article 2, (v), dans les huit jours de chaque mouvement ou ensemble de mouvements, le solde des montants restant disponibles par rapport aux sommes réservées et consignées sur le compte rubriqué de son étude, et toute somme perçue au titre de l'exécution de la convention d'escrow conclue;

{C}(ix) à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, de répartir le solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément aux principes de répartition auxquels elles ont souscrit et qui ont été arrêtés par délibération du Conseil d'administration de Brutélé du 27 août 2019, tels qu'actualisés par la délibération du même organe du 19 janvier 2021;

{C}(x) d'accomplir toutes démarches et mesures utiles à l'exercice de la mission décrite ciavant. De communiquer au notaire précité, l'identité du ou des représentants de la commune précédemment désignés ainsi que les informations relatives au compte bancaire de la commune sur lequel toute libération ou tout paiement en vertu des présentes délibérations sera effectué.

Article 5 :

De déterminer les émoluments dus au notaire ainsi désigné pour l'exercice de sa mission décrite à l'article 4 comme suit :

{C}- 2.000 euros à prélever sur la Somme Réservee et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour la mission globale confiée au notaire dont question ci-dessus;

{C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservee et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement trimestriel relatif au paiement des prestations du cabinet chargé du traitement des appels à garantie et des tiers dont il s'entoure;

{C}- 150 euros à prélever sur la Somme Réservee et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque virement effectué en faveur de la commune relatif :

{C}(i) au versement du prix de cession libérable à la date du transfert aux communes concernées conformément à la clé de répartition;

{C}(ii) {C}au versement des tranches libérées de la partie du prix (10 %) cantonnée conformément à l'article 3.4.3 de la Convention après libération, aux communes

concernées conformément aux dispositions de l'article 5.1.2 du modèle de contrat d'escrow repris en annexe 14 à la Convention et conformément à la clé de répartition;

{C}(iii) à l'issue de la période des garanties visées dans la Convention et pour autant que plus aucune procédure judiciaire ou administrative ne soit en cours, à la répartition du solde du ou des montants consignés en vue de couvrir les émoluments du cabinet d'avocats et ceux du Notaire, après déduction de leurs états finaux, entre les différentes communes concernées conformément à la clé de répartition;

{C}- 500 euros à prélever sur la Somme Réservée et Consignée pour la Mission du Notaire, le cas échéant augmentée des appels de fonds éventuels, pour chaque mise en œuvre de la procédure d'appel de fonds;

Ces émoluments s'entendent hors T.V.A. (actuellement fixée à 21 %).

Article 6 :

Que les sommes et montants visés aux articles 3 et 5 ci-dessus seront indexées au 1^{er} janvier de chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base de base correspondant à celui du mois précédent le transfert à venir et visé à l'article 8.1 de la Convention.

Qu'en cas d'insuffisance de la somme consignée dont question à l'article 1^{er} et affectée à la rémunération des cabinet ou des tiers dont il s'entoure et du notaire visés aux articles 2 et 4 ci-dessus, ces derniers pourront, chacun pour ce qui le concerne, suspendre leurs prestations jusqu'à réalimentation de ce montant couvrant les devoirs accomplis et les provisions mensuelles définies à l'article 3, alinéa 3, pour trois mois à venir, sans responsabilité aucune de leur part.

Article 7 :

De conférer, dans le cadre de la gestion de l'Estimation de Base conformément à l'article 16 de la Convention, mandat à Brutélé, agissant à l'intervention de son conseil d'administration, ou toutes autres personnes désignées par celui-ci avant le transfert à intervenir, aux fins de :

{C}(i) convenir avec Enodia des modalités de gestion de l'Estimation de Base visée à l'article 16.2.2 de la Convention et des flux financiers qui en découlent conformément à l'article 16.3 de la Convention, pour la durée de cette gestion, en ce compris la désignation du gestionnaire et, le cas échéant, le remplacement de celui-ci;

{C}(ii) pourvoir, au nom et pour compte de la commune, à l'assistance aux réunions de présentation avec le gestionnaire désigné, à l'évaluation des comptes rendus de la mission de ce dernier et au traitement des réévaluations visées à l'article 16.3 de la Convention;

{C}(iii) accomplir toutes démarches, mesures et actes, signer tous documents aux fins décrites ci-avant et liées à celles-ci, aux conditions décrites dans la Convention et ses différentes annexes.

Brutélé.- Overeenkomst met Enodia.- Vrijgave van de overdrachtprijs en beheer van de garanties en de Basisraming.- Aanstelling van raadslieden en gemachtigden van de Gemeente voor deze doeleinden.

Gezien de beraadslaging van de Raad van 25 februari 2021 (hierna "de beraadslaging van de Raad");

Gelet op de artikelen 21.1, 21.2.2 en 21.2.7 van de overeenkomst tot overdracht van het geheel van de aandelen van de intercommunale vennootschap voor televisie-uitzendingen (Brutélé) gesloten op 23 december 2021 met Enodia (hierna "de Overeenkomst"), naar luid waarvan (vrije vertaling):

" 21.1 De Verkopers, die samen en elk afzonderlijk handelen, dragen onherroepelijk alle bevoegdheden op om de Overeenkomst uit te voeren (de "Lastgeving"):

{C}21.1.1 {C} tot aan de Overdracht: aan de Raad van Bestuur van de Vennootschap;

{C}21.1.2 {C} na de Overdracht: aan de in bijlage 17 genoemde personen, in elk van deze gevallen, aan de "Vertegenwoordigers van de Verkopers".

21.2 De Lastgeving omvat het nemen van beslissingen en het verrichten van handelingen die verband houden met de uitvoering van huidige Overeenkomst, waaronder :

[...]{C}21.2.2. {C} de vrijgave van het deel van de prijs, overeenkomstig artikel 3.4 en de Escrowovereenkomst;

[...]{C}21.2.7. {C} de behandeling van Aanspraken van de Koper, overeenkomstig artikel 12 ";

Gelet op de artikelen 12.1.1 en 12.3 van de Overeenkomst betreffende de kennisgevingen aan of door de vertegenwoordigers van de verkopende gemeenten, artikel 10.1 en bijlage 10 betreffende de verklaringen van laatstgenoemden die aanleiding kunnen geven tot een garantie en de artikelen 12.3 en 12.4 betreffende de termijnen waarbinnen aanspraken inzake garanties moeten worden behandeld;

Gelet op artikel 11.2.2 van de Overeenkomst betreffende de verjaringstermijnen van de aldus verleende garanties dat bepaalt dat (vrije vertaling):

" 11.2.2 Verjaringstermijnen

Onverminderd artikel 4.5 zijn de Verkopers niet verplicht de Koper schadeloos te stellen uit hoofde van een Aanspraak wegens een onjuistheid in de Verklaringen indien deze hem niet overeenkomstig artikel 12 ter kennis wordt gebracht:

{C}(a) voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Basisverklaringen, binnen een termijn van vijf (5) jaar na de Datum van Overdracht;

{C}(b) voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Fiscale Verklaringen, binnen vijftien (15) dagen vanaf de datum waarop het recht van de Belastingdienst of welke andere bevoegde Overheid ook om de Belasting te vorderen op grond van de toepasselijke wetgeving, verjaard is; en

{C}(c) voor elke Aanspraak wegens onjuistheid van de Verklaringen Verzekerd door OBE en de Verklaringen Niet Verzekerd door OBE, buiten de Fiscale Verklaringen, binnen 18 (achttien) maanden plus dertig (30) Werkdagen vanaf de Datum van Overdracht,

met dien verstande dat elke Aanspraak die aldus aan de Verkopers ter kennis wordt gebracht, geacht wordt definitief te zijn opgegeven en niet aan de Verkopers tegenstelbaar te zijn indien deze niet binnen zes (6) maanden plus dertig (30) Werkdagen na ontvangst van dergelijke Aanspraak door de Verkopers wordt voortgezet overeenkomstig artikel 23.2. Geen enkele nieuwe Aanspraak kan worden ingesteld met betrekking tot de feiten, zaken, gebeurtenissen of omstandigheden die aanleiding hebben gegeven tot een dergelijke nagelaten Aanspraak"

Gelet op de artikelen 28, § 1^{er}, eerste lid, 4^o, a), b) en c), en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 16 van de Overeenkomst betreffende de Basisraming[1], bedoeld om Enodia schadeloos te stellen voor de pensioen- en overlevingsuitkeringen met betrekking tot het statutaire personeel van Brutélé dat haar wordt overgedragen, en op de wijze van beheer van deze Basisraming als een voorzichtige investering en de in de regel vijfjaarlijkse waarderingen en herzieningen zoals gesteld in artikel 16.3;

Overwegende dat de Raad in zijn voormelde beraadslaging heeft besloten *{C}[RVM1]{C}* "de Burgemeester en de Gemeentesecretaris of iedere andere persoon of personen die zij zullen aanstellen, na totstandkoming van de overdracht van de gemeentelijke aandelen, in overleg met de Algemene Directeurs of Gemeentesecretarissen van de andere gemeentevennoten van Brutélé, [te belasten] met het nemen van de beslissingen verbonden aan de gevolgen van de totstandkoming van de overdracht, waaronder het beheer van de vorderingen van Enodia, de vrijgave van het gekantonneerde deel van de prijs en de aanstelling, met Enodia, van de fondsbeheerder(s) belast met het beheer van de investeringen van het bedrag van de voorraad ("Basisraming" *{C}*[2]) betreffende de responsabiliseringsbijdragen inzake het statutair personeel van Brutélé dat overgedragen wordt aan Enodia, overeenkomstig de voorwaarden van de overeenkomst tot overdracht van de gemeentelijke aandelen, en dit onverminderd het treffen van elke andere structurele oplossing ter vertegenwoordiging van de gemeente in voormelde handelingen";

Dat de artikelen 12.3 en 12.4 van de Overeenkomst korte termijnen opleggen om in te gaan op de aanspraken van Enodia ter oproeping van de garanties verleend door de gemeente krachtens de Overeenkomst, en om deze te behandelen;

Dat de vertegenwoordigers van de gemeente gehouden zijn binnen twintig werkdagen bezwaren kenbaar te maken tegen de aanspraken die aan hen worden gericht, na deze binnen diezelfde termijn voorafgaandelijk te hebben onderzocht;

Dat voorts bepaald wordt dat de partijen binnen de dertig werkdagen zullen pogen een overeenstemming te bereiken over de ingediende aanspraken;

Dat ter gelegenheid van de in de Overeenkomst bedoelde overdracht Brutélé zal worden opgeslorpt en derhalve ophouden te bestaan als entiteit, met als gevolg dat de overdragende gemeenten zelf de aangesprokenen van Enodia zullen worden in het raam van de garanties die voortvloeien uit deze overdracht, zoals volgt uit artikel 21.2 en bijlage 17 van de Overeenkomst;

Overwegende dat de behandeling van deze aangelegenheden binnen dergelijke termijnen door optreden van de burgemeesters en/of gemeentesecretarissen of directeuren-generaal van elk van de verkopende gemeenten vereist dat zij worden bijgestaan door raadsliden en vertegenwoordigers die snel kunnen inspelen op aanspraken en verzoeken inzake garanties; dat deze aangelegenheden bovendien van zeer technische aard zijn die een onderzoek en beoordelingen van diezelfde aard vergen;

Dat het dan ook in het belang van de gemeente past om eenzelfde derde aan te stellen teneinde de verschillende vertegenwoordigers van de verkopende gemeenten bij te staan en te vertegenwoordigen;

Overwegende dat dit aan het kantoor Simont Braun dient te worden toevertrouwd;

Dat deze als advocatenkantoor beter uitgerust is om dergelijke zaken te behandelen, voor te bereiden en een voorstel op te stellen;

Dat vermits dit kantoor de betrokken operatie vanaf het begin heeft opgevolgd en begeleid en deelgenomen heeft aan de onderhandelingen over de Overeenkomst en de behandeling van de daarmee

gepaarde aangelegenheden, het tevens het meest geschikt is om gevolg te geven aan de aanspraken van Enodia en dat het de enige is die dat zo doeltreffend kan doen binnen voormelde strikte termijnen, dankzij de grondige kennis van de Overeenkomst en de ingewikkelde regelen ervan, alsmede van de meer algemene context;

Dat wegens de reeds verworven deskundigheid en kennis op dat gebied, die uiterst specifiek en niet verwisselbaar of door anderen vervangbaar voorkomt, dit kantoor uitsluitend in staat blijkt om met de vereiste en gewenste snelheid en expertise in te gaan op de aanspraken die Enodia zou richten zodra de totstandkoming van de aanstaande overdracht;

Dat in het licht van het voorgaande en rekening houdend met het pre-litigieuze of litigieuze karakter van zijn tussenkomst, de keuze van dit kantoor in overeenstemming is met artikel 28, § 1, eerste lid, 4°, a), en b) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de duur van de garanties zich uitstrekt tot vijf jaar na de overdracht wat basisverklaringen betreft, een eerste termijn van achttien maanden en dertig dagen voor wat andere verklaringen overeenkomstig artikel 11.2.2 van de Overdracht betreft, naast een bijzondere, en variabele, termijn voor de fiscale verklaringen;

Dat het aangestelde kantoor met de betrokken opdracht moet worden belast voor een duur van vijf jaar of elke langere termijn die daadwerkelijk uit een gegeven garantie zou volgen;

Dat het tevens toegelaten moet worden de aanspraken die na deze termijn voortduren, te blijven behandelen en op te volgen, onder meer in het geval van een geschil dat voor de rechter wordt gebracht;

Dat het voor de gemeente eveneens behoort om keuze van woonplaats te doen op het kantoor Simont Braun voor alles wat de uitvoering of het beheer van de garanties uit hoofde van de Overeenkomst betreft;

Overwegende dat, met betrekking tot de organisatie van deze bijstand, de gemeente haar vertegenwoordigers opdraagt elke aanspraak ingediend door Enodia aan dit advocatenkantoor mee te delen binnen vierentwintig uur na ontvangst, per mailbericht en per post;

Dat voornoemd kantoor elke aan hem meegedeelde aanspraak en het daaraan te verlenen gevolg zal onderzoeken en een voorstel tot beslissing zal opstellen en voorleggen aan de vertegenwoordigers van de gemeente, dewelke zich over dit voorstel zullen dienen uit te spreken binnen de beknopte termijn die de in de Overeenkomst vastgestelde termijnen vergen;

Dat, bij gebreke aan reactie binnen de aldus toebedeelde termijn, het voorgelegde voorstel geacht wordt te zijn aanvaard door de gemeente;

Dat het uitdrukkelijke of stilzwijgende standpunt van de gemeente in aanmerking zal worden genomen in de gezamenlijke beslissing in verhouding tot het percentage dat voortvloeit uit de verdeelsleutel van de overdrachtprijs, bepaald volgens de leidraad vastgesteld bij beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019 en bijgewerkt bij beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, waarmee de Raad in zijn voormelde beraadslaging heeft ingestemd, waarbij de beslissing die door alle gemeenten die voordien vennoot waren van Brutélé (zoals vermeld in bijlage 1 van de Overeenkomst) over de betrokken aanspraak zal worden genomen met een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen met toepassing van de voormelde verdeelsleutel;

Overwegende dat het eveneens behoort het hierbij aangestelde kantoor toe te staan bij de uitoefening van zijn opdracht de nodige adviezen in te winnen en te dien einde derden die het verkiest aan te stellen, onder meer een revisor voor boekhoudkundige en financiële aangelegenheden of raadsliden voor

operationele, fiscale of sociale zaken en voor wat beslissingen betreft in verband met het beheer van de intercommunale Brutélé vóór de datum van overdracht;

Dat het behoort om de bezoldiging voor de uitoefening van deze opdracht vast te leggen;

Dat na overleg van Brutélé met dit kantoor, het zijn opdracht zal uitvoeren mits de volgende uurlonen :

{C}- 400 euro voor een partner;

{C}- 300 euro een advocaat die geen partner is en sinds tien jaar of meer ingeschreven is bij de balie;

{C}- 200 euro voor alle andere advocaten;

Dat deze uurlonen met inbegrip van kosten begrepen worden, exclusief BTW (momenteel vastgesteld op 21%) of tegen kostprijs gefactureerde onkosten, en jaarlijks, op 1 januari van elk jaar volgend op de tot stand gekomen overdracht, geïndexeerd zullen worden aan de schommeling van het indexcijfer voor de consumptieprijzen, waarbij het basisindexcijfer overeenkomt met dat van de maand voorafgaand aan de aanstaande overdracht zoals bedoeld in artikel 8.1 van de Overeenkomst;

Dat deze uurlonen verantwoord voorkomen gelet op de betrokken bedragen, het complexe karakter van de operatie en van de contractuele voorwaarden, alsook gelet op de technische aard van de vragen die de aanspraken zouden doen rijzen;

Dat de bezoldiging van de raadsliden waarmee het aangestelde kantoor zich zal laten bijstaan, vastgesteld zal worden volgens de gebruikelijke voorwaarden in deze zaken, rekening houdend met hogervermelde uurlonen of de gebruikelijke praktijken van deze externe raadsliden indien zij in het raam van deze operatie reeds als raadsliden van Brutélé, Enodia of Nethys en Voo zijn opgetreden;

Dat het in verband hiermee ook behoort te zorgen voor de tenlasteneming van een eventueel aandeel in de advieskosten die Enodia of haar dochteronderneming Nethys zouden maken en die betrekking hebben op het beheer van de beroepen op garanties of aanspraken die de activiteiten van Brutélé en Voo gemeenschappelijk zouden hebben;

Dat deze lasten door de gemeente zullen worden gedragen naar rato van voormelde verdeelsleutel;

Overwegende dat het past, teneinde de kosten te dragen in verband met de bijstand of vertegenwoordiging van de gemeente die bij huidige beraadslaging wordt geregeld, op het gedeelte van de uiteindelijke prijs niet gekantonneerd blijft in toepassing van artikel 3.4.3 van de Overeenkomst (i) een bedrag van 750.000 euro exclusief BTW (907.500 euro BTW inclusief) voor te behouden en te consigner (hierna het "Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor"), zijnde ongeveer 0,32 procent van de uiteindelijke prijs bedoeld in de artikelen 3.1.2 en 3.4 van de Overeenkomst, en (ii) een bedrag van 30.000 euro exclusief BTW (36.300 euro BTW inclusief) voor te behouden en te consigner (hierna het "Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris") ;

Dat het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor de kosten omvat voor de bijstand van derden op wie het beroep doet (revisors, raadsliden voor operationele, fiscale, sociale zaken of inzake beheer, enz.) en zal worden vrijgegeven aan de hand van de door het aangestelde kantoor verstuurd ereloonstaten met opgave van de uitgevoerde verrichtingen, die zijn prestaties en in voorkomend geval die van de door dit kantoor aangestelde derden omvat;

Dat de prestaties die redelijkerwijze verwacht mogen worden inzake deze adviestaken en inzake het behartigen van de belangen van de gemeente op gemiddeld 25 uur per maand, in een eerste fase, en vervolgens op gemiddeld 16,40 uur per maand, in een tweede fase, tegen een gemiddeld uurloon van

300 euro exclusief BTW, kunnen worden gewaardeerd; Dat tevens rekening dient te worden gehouden met de niet-indrukbare kosten en de beschikbaarheid die vereist is om deze opdracht uit te voeren;

Dat op grond hiervan en teneinde een voorspelbaarheid te verzekeren wat deze kosten betreft, een forfaitair bedrag dient te worden toegekend, vanaf de aanstaande overdracht en per trimestriële vervalperiode, ten belope van 7.500 euro exclusief BTW (tegenwoordig 9.075 euro BTW inclusief) voor de eerste negentien maanden en vervolgens 5.000 euro exclusief BTW (tegenwoordig 6.050 euro BTW inclusief) voor de nadere maanden, tot beëindiging van de opdracht zoals hoger bepaald;

Dat deze forfaitaire bedragen in overeenstemming zijn met de omvang van de belangen en de betrokken bedragen in het kader van de garanties (met name 10% van de totale definitieve prijs die aan de gemeente-vennoten van Brutélé toekomen), en representatief blijken voor de werklust die met de opdracht gepaard gaat; Dat deze forfaitaire bedragen slechts minder dan de helft vertegenwoordigen van het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor zoals hoger bedoeld en deze voorraad niet in gevaar brengt;

Dat deze maandelijks bedragen bovendien verschillen naargelang zij betrekking hebben op de eerste garantieperiode, die zowel de basis- als de andere garanties dekt, of op de daaropvolgende periode, die slechts hoofdzakelijk de eerste betreft, en op dezelfde wijze zullen worden geïndexeerd als hoger gesteld inzake de uurlonen;

Dat indien echter de verrichte prestaties belangrijker blijken dan voormelde forfaitaire waardering, zij overeenkomstig de hierboven goedgekeurde uurlonen en regelingen worden bezoldigd;

Overwegende dat, indien het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor beneden de 75.000 euro exclusief BTW (tegenwoordig 90.750 euro BTW inclusief) dreigt te dalen, een oproep tot middelen, op instructie van het aangestelde kantoor, ingediend zal moeten worden bij de verschillende gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutélé, zoals vermeld in bijlage 1 bij de Overeenkomst, die elk deze kosten zullen dragen volgens voormelde verdeelsleutel van de overdrachtprijs;

Dat, in geval van ontoereikendheid van het bedrag dat bestemd is voor de bezoldiging van het weerhouden kantoor of de door haar aangestelde externe raadslieden, deze laatsten hun diensten kunnen opschorten, zonder enige aansprakelijkheid in hun hoofd, tot na aanvulling van het bedrag dat hun verrichte diensten en de hierboven omschreven maandelijks voorzieningen voor drie verdere maanden dekt;

Overwegende dat het aldus aangewezen kantoor over de uitoefening van zijn opdracht verslag zal uitbrengen middels het opsturen, binnen de maand na verval van elk kwartaal, van een verslag over de vordering van zijn opdracht, en dat alleszins het saldo van de in het raam van de garanties nog beschikbare bedragen, de stand van de in rekening gebrachte facturen en het saldo van de bedragen die beschikbaar blijven aan de hand van de te dien einde voorbehouden en geconsigneerde bedragen, opgeeft op grond van de inlichtingen waarover het kantoor beschikt;

Dat, bij gebreke aan bezwaar van de gemeente dat naar behoren gemotiveerd en verstuurd wordt naar het aangestelde advocatenkantoor bij aangetekend schrijven binnen dertig dagen na ontvangst van voormeld kwartaalverslag, de verleende prestaties en de ereloon- of kostenstaten opgenomen in dit verslag geacht worden aanvaard te zijn, onverminderd het hierna bepaalde;

Overwegende dat, in het geval van geschil betreffende de aangerekende handelingen of van betwisting van de prestaties verleend door of op verzoek van het advocatenkantoor, gehandeld wordt als volgt :

- {C}(i) het advocatenkantoor stelt het bezwaar verstuurd door de betrokken gemeente(n) ter kennis van de andere gemeenten, die dan over een termijn van dertig dagen beschikken om hun standpunt kenbaar te maken;
- {C}(ii) indien het bezwaar gedeeld wordt door die andere gemeenten, dient hun bezwaar binnen de in het vorige punt vermelde termijn te worden gemotiveerd; bij gebreke daarvan wordt het bezwaar als onbestaande beschouwd;
- {C}(iii) het gemotiveerde bezwaar van de gemeente binnen de voormelde termijnen zal worden in aanmerking genomen in verhouding tot het aandeel van de verdeelsleutel bedoeld in artikel 4, (i), en dient binnen de in punt (iii) gestelde termijn een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen te verkrijgen, bij gebreke waarvan het bezwaar als onbestaande wordt beschouwd;
- {C}(iv) in geval van met redenen omklede bezwaren die de in het vorige punt bedoelde meerderheid verkrijgen binnen de vermelde termijn, komen de betrokken partijen bijeen om het geschil te regelen;

Dat indien het geschil niet geregeld wordt binnen dertig dagen na ontvangst van de bezwaren die een meerderheid zoals bepaald hebben verkregen, het voormeld kantoor alsmede de derden dat het desgevallend heeft aangesteld de uitoefening van hun opdracht kunnen opschorten of beëindigen totdat het geschil wordt geregeld, zonder enige aansprakelijkheid uit hoofde hiervan op te lopen;

Overwegende dat het, met het oog op de tenuitvoerlegging van artikel 3.4 van de Overeenkomst, eveneens aangewezen is om een vertegenwoordiger aan te stellen die ingevolge de overdracht wordt belast met de verdeling van de voor de voor vrijgave vatbare prijs die wordt ontvangen voor de overdracht van de aandelen tussen de verschillende betrokken gemeenten en de betaling van het aan elk van hen toekomende aandeel overeenkomstig de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en die vastgesteld werden in de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, alsmede artikel 3.4 van de Overeenkomst en het beheer van het bedrag dat is voorbehouden om de kosten in verband met het optreden van de notaris en van het aangestelde advocatenkantoor te dekken;

Dat het te dien einde past notaris Peter Van Melkebeke, te Brussel aan te stellen, die zijn ambt uitoefent in de vennootschap "Berquin Notarissen", de gebruikelijke ambtsverlener van Brutélé in deze zaken, of elke andere notaris die vennoot is in voormeld notaris kantoor, die in de uitoefening van zijn wettelijke opdrachten reeds handelingen verricht heeft met het oog op de komende overdracht, zoals de vaststelling van de verdeling van de aandelen van Brutélé en de vastgoedopzoeken van de overgedragen activa, waarvan de huidige handelingen het vervolg vormen;

Dat het verder behoort om hem op te dragen :

- {C}(i) op een afzonderlijke rubriekrekening van zijn kantoor (i) het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor bestemd voor de uitbetaling van de diensten van het advocatenkantoor belast met de behandeling van de beroepen tot de garanties en van de derden die het aanstelt en (ii) de Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris bestemd voor de prestaties van de notaris waarvan hoger sprake, in te houden;
- {C}(ii) aan de hand van de overlegging van passende facturen, over te gaan tot driemaandelijke betaling door afname op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, van de door deze dienstverlener verstuurd kwartaalstaten alsmede van de minimale

forfaitaire bedragen die aan deze dienstverlener verschuldigd zijn en, indien nodig, de oproepen ter voldoende aanvulling van de rubriekrekening zoals hoger aangegeven, te vervullen;

- {C}(iii) in naam en voor rekening van de gemeente na te gaan of de ereloonstaten die door voornoemd kantoor en de derden die het desgevallend aanstelt, alle wettelijke vermeldingen opnemen;

Dat deze taken nauw verband houden met de operatie en overdracht waartoe de aangestelde notaris zijn ambt zal verlenen;

Dat het tevens toekomt te voorzien in de te ondertekenen escrow-overeenkomst, waarvan het model opgenomen wordt in bijlage 14 bij de Overeenkomst, dat de opeenvolgende vrijgaven van de definitieve prijzen overgeschreven worden op een rubriekrekening geopend op naam van het kantoor van de notaris belast met de verdeling van de prijs;

Dat de aangestelde notaris verder aan het verkozen advocatenkantoor, ter opmaak van zijn kwartaalverslag waarvan hoger sprake, binnen de acht dagen van iedere beweging of reeks bewegingen, het saldo zal meedelen van de bedragen die beschikbaar blijven met betrekking tot de voorbehouden en geconsigneerde sommen op de rubriekrekening van zijn kantoor, alsmede van alle ontvangen bedragen uit hoofde van de uitvoering van de gesloten escrow-overeenkomst;

Dat, na overleg met notaris Peter Van Melkebeke, de volgende emolumenten ten laste van de gemeente moeten worden voorzien rekening houdend met de reeds vermelde verdeelsleutel :

- {C}- 2.000 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor de globale opdracht die aan de notaris is toevertrouwd waarvan hoger sprake;

- {C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke driemaandelijke overschrijving met betrekking tot de uitbetaling van de diensten van het kantoor belast met de behandeling van de beroepen op de garantie, en van de derden die het aanstelt;

- {C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke overschrijving ten behoeve van de gemeente betreffende :

- {C}(i) {C}de uitbetaling van de overdrachtprijs die op de dag van de overdracht kan worden vrijgegeven aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;

- {C}(ii) {C}de uitbetaling van de vrijgegeven onderdelen van het aandeel van de prijs (10%) dat wordt gekantonneerd overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst na vrijgave daarvan, aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst en overeenkomstig de verdeelsleutel;

- {C}(iii) {C}na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde garantieperiode en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures lopen, de verdeling van het saldo van het/de bedrag(en) ingehouden ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;

{C}- 500 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke toepassing van de procedure van oproep tot aanvulling;

Deze emolumenten worden begrepen exclusief BTW (momenteel vastgesteld op 21 %);

Overwegende dat het nazicht op de facturen van het advocatenkantoor door de aangestelde notaris een *prima facie* toezicht is (en m.n. geen onderzoek van de inhoud van de facturen, noch van de daarop betrekking hebbende prestatie of handelingen inhoudt);

Dat na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde garantieperiode en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures lopen, het saldo van het/de bij de notaris geconsigneerde bedrag(en) ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en die van de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten wordt verdeeld overeenkomstig de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en die vastgesteld werden in de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt in de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021;

Overwegende tenslotte dat het behoort om, zoals vermeld in de beraadslaging van de Raad, het beheer van de Basisraming na overdracht en van de hieruit volgende financiële stromen overeenkomstig artikel 16, inzonderheid 16.2 en 16.3 van de Overeenkomst, te regelen;

Dat het met oog hierop past volmacht te verlenen aan Brutélé, handelend middels haar raad van bestuur, of elke andere personen aangesteld door deze laatste vóór de overdracht, om met Enodia de voorwaarden overeen te komen voor het beheer van de in artikel 16.2.2 van de Overeenkomst bedoelde Basisraming en de daaruit voortvloeiende financiële stromen overeenkomstig artikel 16.3 van de Overeenkomst, voor de duur van dit beheer, met inbegrip van de aanstelling van de beheerder en, in voorkomend geval, diens vervanging;

Dat deze volmacht tevens, in naam en voor rekening van de gemeente, de deelname aan de voorstellingsvergaderingen met de aangestelde beheerder, de beoordeling van diens opdrachtverslagen en de behandeling van de herwaarderingen bedoeld bij artikel 16.3 van de Overeenkomst, omvat;

BIJ DEZE BESCHOUWINGEN :

De Gemeenteraad, na beraad,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 907.500 euro BTW inclusief (750.000 euro exclusief BTW) en van 36.300 euro BTW inclusief (30.000 euro exclusief BTW) te laten consigner en voor te behouden, op het aandeel van de definitieve prijs dat op de datum van overdracht kan worden vrijgegeven ten behoeve van de gemeente zoals bedoeld in artikel 3.4 van de Overeenkomst, ter dekking van de kosten en vergoedingen die voortvloeien uit de artikelen 3 en 5 hierna.

Bij de verschillende gemeenten die voorheen vennoot waren van Brutélé, zoals opgenomen in bijlage 1 bij de Overeenkomst, tot oproep van middelen te doen overgaan indien het aldus geconsigneerde bedrag lager dreigt te worden dan 75.000 euro exclusief BTW (hetzij tegenwoordig 90.750 euro BTW inclusief), waarbij elk van deze gemeenten die kosten draagt volgens de verdeelsleutel die van toepassing is op de in artikel 4, (i), hierna bedoelde verdeling van de overdrachtsprijs, en de opgeroepen middelen binnen zestig dagen na oproep volstort moeten worden.

Artikel 2 :

Het advocatenkantoor Simont Braun, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1050 Brussel, Louizalaan 250 bus 10, en ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0466.896.335 op te dragen :

- {C}(i) {C}de gemeente bij te staan bij de behandeling van de door Enodia ingediende aanspraken zoals bedoeld in artikel 21.2.7 van de Overeenkomst, en de daartoe aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente te vertegenwoordigen, overeenkomstig de voormelde voorwaarden en bepalingen;
- {C}(ii) {C}iedere aanspraak die aan voormeld kantoor meegedeeld wordt en het daaraan te verlenen gevolg te onderzoeken, met dien verstande dat dit kantoor beroep kan doen op raadslieden van zijn eigen keuze om het in te lichten over bepaalde bijzondere onderdelen van de bedoelde garanties;
- {C}(iii) {C}een voorstel tot een beslissing over de aanspraken op te stellen en voor te leggen aan de vertegenwoordigers van de gemeente, die daarover binnen de gestelde termijn zullen dienen te oordelen, bij gebreke waarvan het voorstel wordt geacht aanvaard te zijn, en met dien verstande dat het, uitdrukkelijke of stilzwijgende, standpunt van de gemeente in verhouding tot het percentage dat voortvloeit uit de verdeelsleutel vermeld in artikel 4, (i), hierna in aanmerking wordt genomen inzake de gemeenschappelijke beslissing die door alle gemeenten die voordien vennoot waren van Brutélé genomen moet worden bij gewone meerderheid op grond van de aldus gewogen stemmen van elk onder hen;
- {C}(iv) {C}dit alles voor een duur van vijf jaar vanaf de datum van de in artikel 8.1 van de Overeenkomst bedoelde overdracht of elke andere en langere periode die daadwerkelijk uit een verleende garantie zou voortvloeien, waarbij deze opdracht verlengd wordt met de tijd die nodig is voor het beheer of de behandeling van aanspraken die tijdens voormelde periode werden ingediend;
- {C}(v) {C}verslag uit te brengen over zijn opdracht middels versturing aan de gemeente binnen de maand na verval van elk kwartaal van een verslag met vermelding van de vordering van zijn opdracht en opname van het saldo van de in het raam van de garanties nog beschikbare bedragen, de stand van de in rekening gebrachte facturen en het saldo van de bedragen die beschikbaar blijven aan de hand van de te dien einde voorbehouden en geconsigneerde bedragen, op grond van de informatie waarover het beschikt en meegedeeld door de notaris krachtens artikel 4 (viii){C}{C} hierna.

De reeds aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente op te dragen elke aanspraak meegedeeld door Enodia binnen vierentwintig uur na ontvangst per e-mail en per post aan voornoemd advocatenkantoor mee te delen;

Woonplaats van de gemeente te verkiezen binnen het kantoor Simont Braun voor al hetgeen verband houdt met de uitvoering of het beheer van de garanties uit hoofde van de Overeenkomst.

Artikel 3 :

Dit kantoor voor de uitoefening van haar aldus omschreven opdracht te bezoldigen op grond van de volgende uurlonen, inclusief kosten en onkosten gefactureerd tegen kostprijs :

- {C}- 400 euro exclusief BTW (484,00 euro inclusief BTW) voor een partner;
- {C}- 300 euro exclusief btw (363,00 euro inclusief btw) voor een niet-partner-advocaat die tien jaar of langer advocaat is;

{C}- 200 euro exclusief BTW (242,00 euro inclusief BTW) voor elke andere advocaat van genoemd kantoor.

De derden die dit kantoor in de uitoefening van zijn opdracht voor bepaalde bijzondere aangelegenheden noodzakelijk acht aan te stellen, volgens de in deze domeinen gebruikelijke voorwaarden, rekening houdend met voormelde tarieven, te bezoldigen.

Vanaf de aanvang van deze opdracht en per kwartaalvervaldatum, een vast bedrag van minimaal 7.500 euro exclusief BTW (tegenwoordig 9.075 euro BTW inclusief) per maand voor de eerste negentien maanden en 5.000 euro exclusief BTW (tegenwoordig 6.050 euro BTW inclusief) voor de daaropvolgende maanden toe te kennen ter dekking van de verwachte handelingen, de niet-indrukbare kosten en de vereiste beschikbaarheid.

De procedure in geval van geschil betreffende de aangerekende handelingen of van betwisting van de prestaties verleend door het advocatenkantoor, vast te stellen als volgt :

- {C}(i) elk bezwaar van de gemeente dient binnen dertig dagen na ontvangst van het in artikel 2, (v), bedoelde kwartaalverslag bij aangetekend schrijven aan het aangestelde advocatenkantoor te worden meegedeeld en naar behoren te worden gemotiveerd; bij gebreke daarvan worden de verleende prestaties en de ereloon- of kostenstaten opgenomen in dit verslag geacht aanvaard te zijn, onder voorbehoud van punt (ii) hierna;
- {C}(ii) in geval van bezwaar van een of meer van de betrokken gemeenten binnen de termijnen en naar de vorm bepaald in het vorige punt, brengt het verkozen advocatenkantoor dit bezwaar ter kennis aan de andere gemeenten, die over een termijn van dertig dagen beschikken om hun standpunt kenbaar te maken;
- {C}(iii) indien het bezwaar gedeeld wordt door die andere gemeenten dient hun bezwaar binnen de in het vorige punt vermelde termijn te worden gemotiveerd; bij gebreke daarvan wordt het bezwaar als onbestaande beschouwd;
- {C}(iv) het gemotiveerde bezwaar van de gemeente wordt binnen de voormelde termijnen in aanmerking genomen in verhouding tot het aandeel van de verdeelsleutel bedoeld in artikel 4, (i), en dient binnen de in punt (iii) gestelde termijn een gewone meerderheid van de gewogen stemmen die deze verschillende gemeenten vertegenwoordigen, te verkrijgen, bij gebreke waarvan het bezwaar als onbestaande zal worden beschouwd;
- {C}(v) in geval van met redenen omklede bezwaren die de in het vorige punt bedoelde meerderheid verkrijgen binnen de vermelde termijn, komen de betrokken partijen bijeen om het geschil te regelen;
- {C}(vi) indien het geschil niet wordt geregeld binnen dertig dagen na ontvangst van de bezwaren die een meerderheid zoals bepaald hebben verkregen, kunnen voormeld kantoor alsmede de derden dat het desgevallend heeft aangesteld de uitoefening van hun opdracht opschorten of beëindigen totdat het geschil wordt geregeld, zonder op grond hiervan enige aansprakelijkheid op te lopen.

Artikel 4 :

De notaris Peter Van Melkebeke, te Brussel, die zijn ambt uitoefent in de vennootschap "Berquin Notarissen", met kantoor gevestigd is te 1000 Brussel, Lloyd Georgelaan 11 en ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0474.073.840, of enige andere notaris vennoot binnen voormeld kantoor, aan te stellen voor dezelfde duur als bedoeld in artikel 2, (iv){C}{C} hierboven teneinde, in naam en voor rekening van de gemeente :

- {C}(i) {C}overeenkomstig artikel 3.4.1 van de Overeenkomst, de overdrachtprijs die op de dag van de overdracht kan worden vrijgegeven, te verdelen volgens de sleutel waarvan de leidraad vastgesteld werd door de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019 en bijgewerkt door beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021, waarmee de Raad heeft ingestemd in zijn voormelde beraadslaging, en het aandeel dat toekomt aan de gemeente uit te betalen, onder voorbehoud van de hierna bedoelde consignatie voor kosten;
- {C}(ii) {C}het aandeel van de prijs (10 %) dat overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst gekantonneerd blijft, na vrijgave te verdelen naar rato van de gedeelten die worden vrijgegeven overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrowovereenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst, volgens de daarin gestelde voorwaarden en de verdeelsleutel bedoeld in het vorige punt;
- {C}(iii) {C}na te gaan of de prestatiestaten verstuurd door het kantoor Simont Braun in het raam van zijn opdracht alle wettelijke vermeldingen opnemen;
- {C}(iv) {C}een *prima facie* toezicht door te voeren van de facturen verstuurd door het kantoor Simont Braun (d.w.z. niet een nazicht van de inhoud van de facturen, noch van de daarmee gepaard gaande diensten of handelingen) en in geval van onenigheid, de zaak met het kantoor Simont Braun te regelen;
- {C}(v) {C}op het vrij te geven aandeel van de prijs op de datum van de overdracht (i) het bedrag van 907.500 euro BTW inclusief (hetzij 750.000 euro exclusief BTW, zijnde het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor) in te houden op een rubriekrekening van zijn kantoor voor de uitbetaling van de ereloonstaten verstuurd door het kantoor Simont Braun, die zijn eigen prestaties en in voorkomend geval diegene van de derden die het aanstelt om het bij te staan omvat, en (ii) de som van 36.300 euro BTW inclusief (hetzij 30.000 euro exclusief BTW zijnde het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris) in te houden op de bedoelde rubriekrekening ter dekking van zijn eigen emolumenten;
- {C}(vi) {C}mits voorlegging van passende facturen, over te gaan tot driemaandelijke uitbetaling van de kwartaalstaten verstuurd door dit kantoor en de in artikel 3 bedoelde forfaitaire bedragen, door afname op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van het Advocatenkantoor, desgevallend vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling;
- {C}(vii) {C}over te gaan, op instructie van het kantoor Simont Braun, tot de eventuele oproepen tot aanvulling waarvan sprake in hoger artikel 1, tweede lid;
- {C}(viii) {C}met het oog op de opmaak van het kwartaalverslag bedoeld in artikel 2, (v), binnen de acht dagen van iedere beweging of reeks bewegingen, aan het kantoor Simont Braun het saldo mee te delen van de bedragen die nog beschikbaar blijven met betrekking tot de voorbehouden en geconsigneerde bedragen op de rubriekrekening van zijn kantoor, en van alle ontvangen bedragen uit hoofde van de uitvoering van de gesloten escrow-overeenkomst;
- {C}(ix) {C}na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde periode voor garanties en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures hangende zijn, het saldo van het (de) geconsigneerde bedrag(en) ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en van de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, te verdelen tussen de verschillende betrokken gemeenten volgens de verdelingsbeginselen die zij hebben onderschreven en vastgesteld worden in de beraadslaging van de raad van bestuur van Brutélé van 27 augustus 2019, zoals bijgewerkt door de beraadslaging van hetzelfde orgaan van 19 januari 2021;

{C}(x) {C}alle stappen en maatregelen te treffen die nuttig zijn voor de uitoefening van de hierboven beschreven opdracht.

Aan voormelde notaris, de identiteit van de voordien aangewezen vertegenwoordigers van de gemeente zowel als de informatie met betrekking tot bankrekening van de gemeente waarop elke vrijgave of betalingen op grond van de huidige beraadslaging zal uitgevoerd worden.

Artikel 5 :

De emolumenten die aan de aldus aangestelde notaris verschuldigd voor de uitoefening van zijn in artikel 4 omschreven opdracht, vast te stellen als volgt :

{C}- 2.000 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor de globale opdracht die aan de notaris is toevertrouwd waarvan hoger sprake;

{C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke driemaandelijke overschrijving met betrekking tot de uitbetaling van de diensten van het kantoor belast met de behandeling van de beroepen op de garantie en van de derden die het aanstelt;

{C}- 150 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke overschrijving ten behoeve van de gemeente betreffende :

{C}(i) {C}de uitbetaling van de prijs van overdracht die op de dag daarvan kan worden vrijgegeven aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;

{C}(ii) {C}de uitbetaling van de vrijgegeven onderdelen van het aandeel van de prijs (10%) dat wordt gekantonneerd overeenkomstig artikel 3.4.3 van de Overeenkomst na vrijgave daarvan, aan de betrokken gemeenten overeenkomstig de bepalingen uit artikel 5.1.2 van de model escrow-overeenkomst opgenomen in bijlage 14 bij de Overeenkomst en overeenkomstig de verdeelsleutel;

{C}(iii) {C}na afloop van de in de Overeenkomst bedoelde periode voor garanties en voor zover er geen verdere gerechtelijke of administratieve procedures hangende is, de verdeling van het saldo van het/de bedrag(en) ingehouden ter dekking van de erelonen van het advocatenkantoor en de notaris, na aftrek van hun eindafrekeningen, tussen de verschillende betrokken gemeenten overeenkomstig de verdeelsleutel;

{C}- 500 euro, af te nemen op het Voorbehouden en Geconsigneerde Bedrag voor de Opdracht van de Notaris, zo nodig vermeerderd met eventuele oproepen tot aanvulling, voor elke toepassing van de procedure van oproep tot aanvulling.

Deze emolumenten worden begrepen exclusief BTW (momenteel vastgesteld op 21 %).

Artikel 6 :

Dat de in de artikelen 3 en 5 bedoelde bedragen op 1 januari van elk jaar geïndexeerd worden rekening houdend met de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, waarbij het basisindexcijfer overeenkomt met dat van de maand voorafgaand aan de aanstaande overdracht zoals bedoeld in artikel 8.1 van de Overeenkomst.

Dat in geval van ontoereikendheid van het in artikel 1 bedoelde geconsigneerd bedrag dat bestemd is voor de bezoldiging van het advocatenkantoor of de derden die het aanstelt en de notaris vermeld in de artikelen 2 en 4, deze laatsten, ieder voor wat hen betreft, hun optreden kunnen opschorten totdat het bedrag dat de verrichte handelingen en de in artikel 3, lid 3, omschreven maandelijkse provisie dekt, voor de volgende drie maanden is aangevuld, zonder hiervoor op enige wijze aansprakelijk te kunnen worden gesteld.

Artikel 7 :

In het kader van het beheer van de Basisraming overeenkomstig artikel 16 van de Overeenkomst, volmacht te verlenen aan Brutélé, handelend middels haar raad van bestuur, of elke andere personen aangesteld door deze laatste vóór de overdracht, teneinde :

- {C}(i) {C}met Enodia de voorwaarden overeen te komen voor het beheer van de in artikel 16.2.2 van de Overeenkomst bedoelde Basisraming en de daaruit voortvloeiende financiële stromen overeenkomstig artikel 16.3 van de Overeenkomst, voor de duur van dit beheer;
- {C}(ii) {C}in naam en voor rekening van de gemeente, deel te nemen aan de voorstellingsvergaderingen met de aangestelde beheerder, diens opdrachtverslagen te beoordelen en de herwaarderingen bedoeld bij artikel 16.3 van de Overeenkomst te behandelen;
- {C}(iii) {C}alle stappen, maatregelen en handelingen te treffen en alle documenten te ondertekenen die bijdragen tot en verband houden met de hoger beschreven doeleinden, onder de voorwaarden bepaald in de Overeenkomst en de verschillende bijlagen daarbij.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

5 Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Nouvelles dispositions :

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.118. Avenue de Floréal, 2 (1-3 m);

Art.4.1.2.119. Rue Engeland, du côté opposé au n° 170 (1-3 m);
Art.4.1.2.120. Rue du Ham, 127 (1-3 m);
Art.4.1.2.121. Dieweg, 42 (1-3 m);
Art.4.1.2.122. Dieweg, 58C (1-3 m);
Art.4.1.2.123. Avenue Henri Elleboudt, 2A (1-3 m);
Art.4.1.2.124. Avenue Henri Elleboudt, 2 (1-3 m);
Art.4.1.2.125. Rue Gatti de Gamond, 95 (1-3 m); Art.4.1.2.126.
Avenue des Sept Bonniers, 1 (1-3 m);
Art.4.1.2.127. Avenue des Sept Bonniers, 47 (1-3 m);
Art.4.1.2.128. Avenue des Sept Bonniers, 56 (1-3 m);
Art.4.1.2.129. Avenue François Englert, 6 (1-3 m);
Art.4.1.2.130. Rue Molensteen, du côté opposé au n° 36 (1-3 m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.64. Rue Zandbeek, du côté opposé au n° 57;

Art.5.9.1.65. Rue Baron Guillaume Van Hamme, 9 (6 m);

Art.5.9.1.66. Avenue Van Bever, 28;

Art.5.9.1.67. Avenue Jean et Pierre Carsoel, 28 (6 m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière,

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;

Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.118. Floréallaan, 2 (1-3 m);
Art.4.1.2.119. Engelandstraat, aan de overkant van het nr. 170 (1-3 m);
Art.4.1.2.120. Hamstraat, 127 (1-3 m);
Art.4.1.2.121. Dieweg, 42 (1-3 m);
Art.4.1.2.122. Dieweg, 58C (1-3 m);
Art.4.1.2.123. Henri Elleboudtlaan, 2A (1-3 m);
Art.4.1.2.124. Henri Elleboudtlaan, 2 (1-3 m);
Art.4.1.2.125. Gatti de Gamondstraat, 95 (1-3 m);
Art.4.1.2.126. Zeven Bunderslaan, 1 (1-3 m);
Art.4.1.2.127. Zeven Bunderslaan, 47 (1-3 m);
Art.4.1.2.128. Zeven Bunderslaan, 56 (1-3 m);
Art.4.1.2.129. François Englertlaan, 6 (1-3 m);
Art.4.1.2.130. Molensteenstraat, aan de overkant van het nr. 36 (1-3 m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen:
Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.64. Zandbeekstraat, aan de overkant van het nr. 57;

Art.5.9.1.65. Baron Guillaume Van Hammestraat, 9 (6 m);

Art.5.9.1.66. Van Beverlaan, 28;

Art.5.9.1.67. Jean en Pierre Carsoellaan, 28 (6 m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald;

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens,

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

6 A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Budget 2023.

Le Conseil,

Considérant que l'A.S.B.L. Piscine Longchamp soumet à la Commune, conformément à la convention passée entre l'administration communale et cette association, le budget de l'exercice 2023;

Que le document ci-annexé a été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale réunie le 7 mars 2023,

Décide de prendre connaissance du budget de l'A.S.B.L. Piscine Longchamp pour l'exercice 2023.

V.Z.W. Zwembad Longchamp.- Begroting 2023.

De Raad,

Overwegende dat de V.Z.W. Zwembad Longchamp, conform de overeenkomst tussen het gemeentebestuur en deze vereniging, de begroting van het dienstjaar 2023 voorlegt aan de Gemeente;
Dat het bijgevoegde document unaniem goedgekeurd werd door de Algemene Vergadering op 7 maart 2023,

Beslist kennis te nemen van de begroting van de V.Z.W. Zwembad Longchamp voor het dienstjaar 2023.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

7 Enseignement communal.- Règlement des études.

Le Conseil,

Attendu que le Règlement des Etudes est un document obligatoire qui définit les normes et règles en vigueur au sein de nos écoles communales;

Que les dispositions qui y sont reprises définissent les règles indispensables au bon fonctionnement des écoles, les critères d'un travail scolaire de qualité et les procédures d'évaluation de celui-ci;

Que le Règlement des Etudes complète les projets éducatif et pédagogique;

Que le Règlement des Etudes actuellement en vigueur au sein de notre enseignement communal a été modifié pour la dernière fois en 2012;

Qu'il doit être adapté suite aux modifications de la législation et des projets éducatif et pédagogique;

Que le Règlement des Etudes est élaboré par le Pouvoir organisateur conformément à l'article 1.5.1-8 du Code de l'Enseignement;

Que ce document a fait l'objet d'une révision dans son entièreté;

Que le Règlement des Etudes a été présenté à la COPALOC et a reçu un avis favorable, Décide de valider le Règlement des Etudes tel que présenté en annexe.

Gemeenteonderwijs.- Schoolreglement.

De Raad,

Aangezien het schoolreglement een verplicht document is dat de normen en regels vastlegt die binnen onze gemeentescholen gelden;

Aangezien de daarin vervatte bepalingen de regels vastleggen die essentieel zijn voor de goede werking van de scholen, de criteria voor kwalitatief hoogstaand schoolwerk en de evaluatieprocedures daarvan;

Aangezien het schoolreglement de educatieve en pedagogische projecten aanvullen;

Aangezien het huidige schoolreglement binnen ons gemeenteonderwijs voor het laatst in 2012 werd gewijzigd;

Aangezien het moet worden aangepast ingevolge de wijzigingen van de wetgeving en de educatieve en pedagogische en projecten;

Aangezien het schoolreglement door de organiserende macht werd opgesteld overeenkomstig artikel 1.5.1-8 van het Onderwijswetboek;

Aangezien dit document in zijn geheel werd herzien;

Aangezien het schoolreglement werd voorgelegd aan COPALOC en een gunstig advies heeft gekregen,

Beslist het schoolreglement in de bijlage te valideren.

8 Enseignement communal.- Modification du Règlement de travail.- Enseignement de promotion sociale - CPSU.

Le Conseil,

Attendu que les règlements de travail de l'enseignement officiel subventionné ont été modifiés suite à la publication du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

Que les règlements fixent les heures d'ouverture des écoles ainsi que les heures de cours;

Que les projets des règlements pour l'enseignement de promotion sociale (CPSU) ont fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Paritaire Locale (COPALOC) en date du lundi 20 mars 2023;

Que le règlement de travail doit être également adopté par le pouvoir organisateur;

Qu'il entre en vigueur le 1er jour ouvrable qui suit son adoption;

Qu'une copie doit être transmise dans les 8 jours de l'entrée du règlement, à l'Inspection du travail, Décide :

- d'adopter le règlement de travail du personnel directeur, enseignant et assimilé pour l'enseignement de promotion sociale d'Uccle;
- de transmettre une copie du règlement à l'Inspection du travail.

Gemeentelijk onderwijs.- Wijziging van het arbeidsreglement.- Onderwijs voor sociale promotie - CPSU.

De Raad,

Aangezien de arbeidsreglementen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gewijzigd werden ingevolge de publicatie van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;

Dat de reglementen de openingsuren van de scholen en de lesuren vastleggen;

Dat de ontwerpen van de reglementen voor het onderwijs voor sociale promotie (CPSU) op maandag 20 maart 2023 een gunstig advies werd uitgebracht door de plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO);

Dat het arbeidsreglement ook goedgekeurd moet worden door de inrichtende macht;

Dat het in werking treedt op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan;

Dat er binnen de 8 dagen na de inwerkingtreding van het reglement een kopie bezorgd moet worden aan de arbeidsinspectie, Beslist :

- het arbeidsreglement van het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel voor het onderwijs voor sociale promotie van Ukkel goed te keuren;
- een kopie van de reglementen te bezorgen aan de arbeidsinspectie.

9 Enseignement communal.- Modification du Règlement de travail.- Enseignement artistique (ESHAR) - Académie d'Uccle - Ecole des Arts

Le Conseil,

Attendu que les règlements de travail de l'enseignement officiel subventionné ont été modifiés suite à la publication du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail

des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs;

Que les règlements fixent les heures d'ouverture des écoles ainsi que les heures de cours;

Que les projets des règlements pour l'enseignement artistique (Académie d'Uccle et Ecole des Arts) ont fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Paritaire Locale (COPALOC) en date du lundi 20 mars 2023;

Que le règlement de travail doit être également adopté par le pouvoir organisateur;

Qu'il entre en vigueur le 1er jour ouvrable qui suit son adoption;

Qu'une copie doit être transmise dans les 8 jours de l'entrée du règlement, à l'Inspection du travail, Décide :

- d'adopter le règlement de travail du personnel directeur, enseignant et assimilé pour l'enseignement artistique d'Uccle;
- de transmettre une copie du règlement à l'Inspection du travail.

Gemeentelijk onderwijs.- Wijziging van het arbeidsreglement.- Kunstonderwijs - Ukkelse Academie - Kunstschool

De Raad,

Aangezien de arbeidsreglementen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gewijzigd werden ingevolge de publicatie van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de werkorganisatie van de onderwijspersoneelsleden en tot toekenning van meer organisatieflexibiliteit aan de Inrichtende machten;

Dat de reglementen de openingsuren van de scholen en de lesuren vastleggen;

Dat er over de ontwerpen van de reglementen voor het kunstonderwijs (Academie van Ukkel en Kunstschool) op maandag 20 maart 2023 een gunstig advies werd uitgebracht door de plaatselijke paritaire commissie (PLAPACO);

Dat het arbeidsreglement ook goedgekeurd moet worden door de inrichtende macht;

Dat het in werking treedt op de eerste werkdag na de goedkeuring ervan;

Dat er binnen de 8 dagen na de inwerkingtreding van het reglement een kopie bezorgd moet worden aan de arbeidsinspectie, Beslist :

- het arbeidsreglement van het leidinggevend, onderwijzend en gelijkgesteld personeel voor het onderwijs voor het kunstonderwijs van Ukkel goed te keuren;
- een kopie van het reglement over te maken aan de arbeidsinspectie.

10 Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Convention de location HEB.- Année scolaire 2022-2023

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 6 octobre 1987, le Collège a décidé d'installer les cours communaux de promotion sociale dans les locaux de la Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - contre paiement d'un loyer fixé à 600.000 francs par an;

Que la HEB nous a transmis les conventions d'occupation pour l'année scolaire 2022/2023;

Que le montant du loyer pour l'année scolaire 2022/2023 est de 37.211,59 €,

Décide de marquer son accord sur les conventions d'occupation, le montant du loyer pour l'année scolaire 2022/2023, d'autoriser la dépense et la liquidation.

Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Huurovereenkomst HE2B.- Schooljaar 2022-2023

De Raad,

Aangezien in zitting van 6 oktober 1987 het College beslist heeft om de gemeentelijke cursussen voor sociale promotie onder te brengen in de lokalen van de Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - tegen de betaling van een huur vastgesteld op 600.000 frank per jaar;
Dat het HEB de bezettingsovereenkomst voor de schooljaar 2022/2023 heeft doorgestuurd.
Dat het bedrag van de huur voor het schooljaar 2022/2023 37.211,59 € bedraagt,
Beslist zich akkoord te verklaren met de bezettingsovereenkomst, het bedrag van de huur voor de jaar 2022/2023, de uitgave en de betaling ervan toe te laten.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Bibliothèques communales - Gemeentelijke bibliotheken

11 Médiathèque Le Phare.- Convention technique avec Pointculture et modification des tarifs de prêt appliqués par la médiathèque Le Phare.

Le Conseil,

Considérant que la convention technique avec Pointculture relative à la médiathèque le Phare doit être reconduite pour l'année 2023 et que celle-ci ne contient plus l'article imposant une non-concurrence avec les tarifs appliqués dans les centres de prêt de Pointculture qui ont fermé en 2022;

Attendu que la médiathèque du Phare est l'une des trois médiathèques affiliées de la Région de Bruxelles-Capitale qui maintiennent le prêt direct;

Attendu que la collection de Pointculture est mise à disposition via le service de prêt interbibliothèques de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux tarifs et conditions de la bibliothèque qui traite la demande et que cette situation a engendré une double tarification au sein de la bibliothèque médiathèque Le Phare (tarif Pointculture et tarif bibliothèque);

Attendu que le Phare dispose d'une collection de plus de 45.000 médias mais que la disparité des tarifs et conditions de prêt des différents médias est génératrice d'incompréhension dans le chef des usagers; Qu'il est donc souhaitable d'uniformiser les tarifs d'emprunt des médias avec ceux proposés par le réseau des bibliothèques en modifiant l'article 5 de ladite convention, Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention modifiée avec Pointculture,
- d'approuver l'uniformisation des conditions d'emprunt des collections de la médiathèque avec celles des bibliothèques, telles que reprises dans l'annexe jointe, avec une entrée en vigueur au premier juillet 2023.

Mediatheek Le Phare.- Technische overeenkomst met Pointculture en wijziging van de door de mediatheek Le Phare toegepaste uitleentarieven.

De Raad,

Overwegende dat de technische overeenkomst met Pointculture betreffende de mediatheek Le Phare voor het jaar 2023 moet verlengd worden en dat deze niet langer het artikel bevat dat een nietconcurrentiebeding oplegt met de tarieven die worden toegepast in de uitleencentra van Pointculture die in 2022 zijn gesloten;

Aangezien dat de Mediatheek Le Phare één van de drie aangesloten mediatheken is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die rechtstreekse uitleningen verzorgen;

Overwegende dat de Pointculture-collectie via het interbibliothecair leenverkeer van de Fédération Wallonie-Bruxelles ter beschikking wordt gesteld tegen de tarieven en voorwaarden van de bibliotheek die de aanvraag behandelt en dat deze situatie heeft geleid tot een dubbel tariefsysteem binnen de bibliotheek-mediathèque Le Phare (tarief Pointculture en tarief bibliotheek);

Aangezien dat Le Phare een collectie van meer dan 45.000 media ter beschikking heeft, maar het verschil in tarieven en voorwaarden voor het uitlenen van de verschillende media is een bron van onbegrip voor de gebruikers;

Dat het derhalve wenselijk is de leentarieven voor media gelijk te trekken met die van het bibliotheeknetwerk door artikel 5 van genoemde overeenkomst te wijzigen, Beslist :

- de verlenging van de gewijzigde overeenkomst met Pointculture goed te keuren,
- in te stemmen met de gelijkschakeling van de voorwaarden voor het lenen van de collecties van demediathèque met die van de bibliotheken, zoals opgenomen in de bijlage, met als ingangsdatum 1 juli 2023.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Nord-Sud / Affaires européennes - Noord-Zuid / Europeese zaken

12 **Règlement relatif au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne).- Modifications.**

Le Conseil,

Considérant que conformément à la Déclaration de politique générale, la Commune d'Uccle souhaite promouvoir la citoyenneté européenne auprès de la population uccloise et renforcer les liens entre la commune et la communauté européenne;

Que la Déclaration de politique générale prévoit la création d'un « Prix du citoyen européen ucclois »;

Considérant que la dernière version du règlement se rapportant au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne) adoptée par l'Assemblée lors de sa séance du 24 février 2022 prévoit l'octroi de ce prix chaque année;

Considérant qu'il a semblé opportun de délivrer ce prix tous les deux ans en alternance avec le prix de la citoyenneté organisé par le service de l'action sociale et de modifier les critères d'éligibilité; Que dans un souci de reconnaissance et d'attractivité, le montant du prix a été augmenté à 1.000 €; Que le prix peut être scindé en deux sur décision du jury si plusieurs candidatures s'avèrent répondre aux critères requis;

Que par ailleurs la nouvelle version du texte prévoit qu'en sus du prix, une activité permettant de mieux connaître le fonctionnement de l'Union européenne et/ou de ses institutions sera proposée au (x) lauréat(s);

Considérant que dès lors le formulaire de candidature a également été adapté, Décide

:

- d'approuver les nouvelles versions ci-annexées du règlement relatif au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne) et du formulaire de candidature s'y rapportant;
- d'abroger à la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle version soit le 2 mai 2023 la version du règlement relatif au prix du (de la) citoyen(ne) européen(ne) adoptée par le Conseil communal lors de sa séance du 24 février 2022.

Reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burger.- Wijzigingen.

De Raad,

Overwegende dat overeenkomstig de algemene beleidsverklaring de gemeente Ukkel het Europese burgerschap bij de Ukkelse bevolking wil bevorderen en de banden tussen de gemeente en de Europese gemeenschap wil versterken;

Dat de algemene beleidsverklaring de invoering van een "Prijs van de Ukkelse Europese burger" voorziet;

Overwegende dat de laatste versie van het reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burger, goedgekeurd door de vergadering in zitting van 24 februari 2022, de jaarlijkse toekenning van deze prijs voorziet;

Overwegende dat het wenselijk leek deze prijs om de twee jaar uit te reiken, afwisselend met de Burgerschapsprijs die georganiseerd wordt door de dienst Sociale Actie, en de criteria om in aanmerking te komen te wijzigen;

Dat in een streven naar erkenning en aantrekkelijkheid het bedrag van de prijs verhoogd werd naar € 1.000;

Dat de nieuwe versie van de tekst bovendien voorziet dat er bovenop de prijs een bezoek aan de Europese instellingen in Brussel, georganiseerd in samenwerking met de Vertegenwoordiging van de Europese Commissie in België, aangeboden wordt aan de winnaar; Overwegende dat het kandidatuurformulier bijgevolg ook aangepast werd, Beslist :

- de bijgevoegde nieuwe versies van het reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burgeren van het bijbehorende kandidatuurformulier goed te keuren;
- op de datum van de inwerkingtreding van deze nieuwe versie, hetzij 2 mei 2023, de versie van het reglement met betrekking tot de Prijs van de Europese burger goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 24 februari 2022 in te trekken.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

13 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 14 février 2023 - Service traiteur 2023 -2024 - 70.000 € (T.V.A. comprise) - Différents articles avec des codes économiques .../123-16/... et .../123-48/...;
- 7 mars 2023 - Réseau des bibliothèques et médiathèque francophones - Achat d'une presse à badges dans le cadre des animations du Festival de Littérature jeunesse d'Uccle - 474,32 € (T.V.A. comprise) - Article 76702/744-98/70;
- 21 mars 2023 - Achat d'étagères pour le local signalisation - 12.527,03 € (T.V.A. comprise) - Article 423/741-52/82 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Entretien des hydrants du réseau de distribution d'eau potable par Vivaqua - Exercice 2023 - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.301,43 € (T.V.A. comprise) - Article 421/124-06/82;
- 21 mars 2023 - Réparation de la boîte de vitesse du camion immatriculé YMT-050 attribué au service de la propreté publique - 18.580,53 € (T.V.A. comprise) - Article 136/745-53/84;
- 21 mars 2023 - Diverses écoles et autres bâtiments communaux - Travaux urgents - Tests d'étanchéité et de détection de fuites de gaz sur les installations de gaz naturel sur quelques sites 32.514,57 € (T.V.A. comprise) - Divers articles au code économique 125-06/85;

- 21 mars 2023 - Marché stock de divers travaux de maintenance sur différents sites communaux pour une période d'un an (et reconductible trois fois pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard) - Dépense envisagée sur quatre ans de 168.190 € (T.V.A. comprise) - Exercices 2023 à 2026 - Divers articles au code économique 125-06;
- 21 mars 2023 - Centrale de marchés INTERFIN (Utilisation performante et rationnelle de l'énergie) - Approbation de la fiche projet (honoraires bureau d'étude) établie par Sibelga pour la rénovation de l'installation de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire et l'installation d'une ventilation double flux dans les vestiaires sur le site du complexe sportif Neerstalle - 47.435,14 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/85 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Institut communal d'enseignement professionnel des Polders - Divers travaux d'efficacité énergétique (INTERFIN/SIBELGA) - Approbation de la dépense relative aux travaux supplémentaires imprévus (création d'une liaison électrique par la réalisation d'une tranchée équipée de deux fourreaux pour le tirage d'un câble UTP et de câbles électriques de puissance suffisante) - 11.298,66 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Médiathèque - Achat de matériel pour la réparation de médias - Approbation de la dépense supplémentaire de 337,6 € (T.V.A. comprise) - Article 76702/744-98/70 - Fonds de réserve;
- 21 mars 2023 - Achat de deux vélos tout terrain électriques - 5.000 € (T.V.A. comprise) - Article 300/743-51/97 - Subsidies;
- 21 mars 2023 - Informatisation des services - Achat de matériel et Logiciel via la convention mandat avec le CIRB - 85.417,73 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve; - 28 mars 2023 - Propriétés communales - Réalisation d'un socle pour le buste du baron Janssen pour le centenaire du parc de Wolvendael - 9.177,32 € (T.V.A. comprise) - Article 773/724-60/87; - 28 mars 2023 - Crèche du Chat - Raccordement et installation de compteurs gaz et électricité Réalisation des travaux par Sibelga, gestionnaire du réseau public de gaz et d'électricité - Frais d'étude (hors T.V.A.) de 2.982 € (gaz) et 1.069 € (électricité) - Article 137/722-60/96 - Emprunt. - 28 mars 2023 - Ecole Longchamp - Rénovation de la toiture des sanitaires maternelles et d'une classe niveau +1 - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.137,60 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 28 mars 2023 - Ecole des Eglantiers - Désolidarisation de la conciergerie - Approbation de la dépense supplémentaire de 4.802,65 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 28 mars 2023 - Salle 1180 - Rénovation de la cuisine, de la réserve cuisine et de la cafétéria - 61.319,17 € (T.V.A. comprise) - Article 76302/724-60/85;
- 28 mars 2023 - Mission d'assistance d'un cabinet de design en vue de la conception de mobilier urbain d'extérieur - 19.239 € (T.V.A. comprise) - Article 766/122-02/83;
- 28 mars 2023 - Travaux d'aménagement d'une aire de jeux sèche, d'une aire de jeux aquatique et de deux terrains de pétanque au carrefour Guignol - Approbation de la dépense supplémentaire de 3.367,60 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 28 mars 2023 - Réaménagement de la zone de vaisselle de l'école du Val Fleuri - 26.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/744-51/40;
- 28 mars 2023 - Petits matériels scolaires pour les écoles communales 2023 - 138.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 et 75102/124-02/40;
- 28 mars 2023 - Informatisation des services - Achat d'un serveur de backup redondant - 36.295,16 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve;
- 4 avril 2023 - Réaménagement du trottoir du 160 de la rue de Stalle - 43.613,09 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 4 avril 2023 - Ecole de Verrewinkel - Salle de gymnastique - Mise en place d'un revêtement de sol souple - 46.057 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85;
- 4 avril 2023 - Marché de services pour l'entretien, le dépannage et la télésurveillance des installations d'alarmes incendie et intrusion dans divers bâtiments communaux pour la période du 1er mai 2023 au 30 avril 2025 (reconductible 2 x 1 an) - 169.400 € (T.V.A. comprise) - Exercices 2023 - 2024 - 2025 - 2026 et 2027 - Divers articles relevant du code économique 125-06/85;

- 4 avril 2023 - Restauration du chemin du Crabbegat - Approbation de la dépense supplémentaire de 113.451,54 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 4 avril 2023 - Achat de matériel et d'équipement de musique - 9.300 € (T.V.A. comprise) - Article 734/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 4 avril 2023 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 2 (espaces à aménager sur base d'un concept) - Approbation de l'avenant 7 et du marché subséquent relatif à la commande 7 - 1.258,13 € (T.V.A. comprise) - Article 137/124-06/58;
- 4 avril 2023 - Supervision institutionnelle et clinique des crèches communales d'Uccle - 92.000 € (T.V.A. comprise) - Exercices 2023 à 2027 - Article 84401/122-03/90;
- 11 avril 2023 - Asphaltage de l'avenue Hamoir - 182.266,47 € (T.V.A. comprise) - Article 421/73160/82;
- 11 avril 2023 - Centre Opérationnel Stalle - Construction d'un nouveau bâtiment - Approbation de la dépense supplémentaire de 574,75 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96 - Emprunt;
- 11 avril 2023 - Mobilier pour les écoles communales et les crèches 2023 - 60.700 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 et 734/74151/40 et 84401/741-51/58;
- 11 avril 2023 - Matériel et équipement de gymnastique 2023 - 12.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 722/744-98/40, 75101/744-98/40 et 75102/744-98/40;
- 18 avril 2023 - Propriétés communales - Pavillon Louis XV - Requalification des abords immédiats - Approbation de la réactualisation du montant des travaux à hauteur de 280.830,15 € (T.V.A. comprise) et des honoraires du bureau d'architecture - 14.771,70 € (T.V.A. comprise) - Article 773/724-60/87.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 14 februari 2023 - Dienst traiteur 2023 -2024 - 70.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Verschillende artikels met economische code .../123-16/... en .../123-48/...;
- 7 maart 2023 - Franstalige bibliotheken en mediatheek - Aankoop van een buttonmaker in het kader van de animaties Festivaleke, Festival de Littérature jeunesse d'Uccle - 474,32 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76702/744-98/70;
- 21 maart 2023 - Aankoop van rekken voor het signalisatielokaal - 12.527,03 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 423/741-52/82 - Reservefonds;
- 21 maart 2023 - Onderhoud van de hydranten van het drinkwaternet door Vivaqua - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.301,43 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/124-06/82;
- 21 maart 2023 - Herstelling van de versnellingsbak van de vrachtwagen met nummerplaat YMT-050 van de Dienst openbare reinheid - 18.580,53 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/745-53/84; - 21 maart 2023 - Verschillende scholen en andere gemeentebouwen - Dringende werken - Testen op waterdichtheid en gaslekken van de gasinstallaties op een aantal sites - 32.514,57 € (B.T.W. inbegrepen) - Verschillende artikels met economische code 125-06/85;
- 21 maart 2023 - Marktvoorraad voor diverse onderhoudswerken op verschillende gemeentelijke sites voor 1 jaar (en driemaal verlengbaar voor een bijkomend jaar, hetzij tot ten laatste 31 december 2026) - Voorziene uitgave over vier jaar van 168.190 € (B.T.W. inbegrepen) - Dienstjaren 2023 tot 2026 - Verschillende artikels met economische code 125-06;
- 21 maart 2023 - Opdrachtcentrale INTERFIN (performant en rationeel energiegebruik) Goedkeuring van de projectfiche (honoraria studie bureau) opgesteld door Sibelga voor de renovatie van de verwarmings- en warmwaterinstallatie en installatie van ventilatie met dubbele stroming in de kledkamers op de site van het sportcomplex Neerstalle - 47.435,14 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel

137/747-60/85 - Reservefonds;

- 21 maart 2023 - Institut communal d'enseignement professionnel des Polders - Diverse energieefficiëntiewerken (INTERFIN/SIBELGA) - Goedkeuring van de uitgave voor de onvoorziene bijkomende werken (het creëren van een elektrische verbinding door de bouw van een geul) - 11.298,66 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/724-60/85 - Reservefonds;

- 21 maart 2023 - Mediatheek - Aankoop van herstellingsmateriaal voor media - Engagement Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 337,6 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76702/744-98/70 - Reservefonds;

- 21 maart 2023 - Aankoop van twee elektrische mountainbikes - 5.000 € (B.T.W. inbegrepen) Artikel 300/743-51/97 - Subsidies;

- 21 maart 2023 - Informatisering van de diensten - Aankoop van materiaal en software via de mandaatovereenkomst met het ICBG - 85.417,73 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 Reservefonds;

- 28 maart 2023 - Gemeente-eigendommen - Bouwen van een sokkel voor de buste van baron Janssenin het kader van het eeuwfeest van het Wolvendaelpark - 9.177,32 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 773/724-60/87;

- 28 maart 2023 - Kinderdagverblijf van de Kat - Aansluiting en installatie van gas- en elektriciteitsmeters - Uitvoering van de werken door Sibelga, beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnet - Studiekosten (exclusief B.T.W.) van 2.982 € (gas) en 1.069 € (elektriciteit) - Artikel 137/722-60/96 - Lening.

- 28 maart 2023 - School Longchamp - Renovatie van het dak van de sanitaire voorzieningen van de kleuterafdeling en van een klas op niveau +1 - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.137,60

€ (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;

- 28 maart 2023 - School Eglantiers - Ontkoppeling van de conciërgewoning - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 4.802,65 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;

- 28 maart 2023 - Zaal 1180 - Renovatie van de keuken, de bijkeuken en van de cafetaria - 61.319,17 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76302/724-60/85;

- 28 maart 2023 - Ondersteunende opdracht van een designbureau met het oog op het ontwerpen van straatmeubilair - 19.239 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/122-02/83;

- 28 maart 2023 - Aanleg van een droge speeltuin, een waterspeeltuin en van twee petanquebanen aan het kruispunt "Guignol" - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 3.367,60 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;

- 28 maart 2023 - Herinrichting van de afwaszone van de school Val Fleuri - 26.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/744-51/40;

- 28 maart 2023 - Klein schoolmateriaal voor de gemeentescholen - 138.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 en 75102/124-02/40;

- 28 maart 2023 - Informatisering van de diensten - Aankoop van een ontdubbelde backup-server - 36.295,16 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds;

- 4 april 2023 - Heraanleg van het voetpad ter hoogte van de Stallestraat, 160 - 43.613,09 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;

- 4 april 2023 - School Verrewinkel - Turnzaal - Aanbrengen van een soepele vloerbedekking 46.057 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85;

- 4 april 2023 - Dienstenopdracht voor het onderhoud en herstellen van alarmsystemen voor bewaking op afstand in verschillende gemeentegebouwen voor de periode van 1 mei 2023 tot 30 april 2025

(verlengbaar 2 x 1 jaar) - 169.400 € (B.T.W. inbegrepen) - Dienstjaren 2023 - 2024 - 2025 - 2026 en 2027 - Verschillende artikels met economische code 125-06/85;

- 4 april 2023 - Restauratie van de Crabbegatweg - Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 113.451,54 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;

- 4 april 2023 - Aankoop muziekmetaal en -uitrusting - 9.300 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/744-98/40 - Reservefonds;
- 4 april 2023 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - Lot 2 (in te richten ruimtes op basis van een concept) - Goedkeuring van het bijvoegsel 7 en van de nakomende opdracht m.b.t. de bestelling 7 - 1.258,13 € (B.T.W. inbegrepen) Artikel 137/124-06/58;
- 4 april 2023 - Institutionele en klinische begeleiding van de gemeentelijke kinderdagverblijven van Ukkel - 92.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Dienstjaren 2023 tot 2027 - Artikel 84401/122-03/90;
- 11 april 2023 - Asfaltering van de Hamoiriaan - 182.266,47 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 11 april 2023 - Operationeel Centrum Stalle - Oprichting van een nieuw gebouw - Goedkeuring vande bijkomende uitgave van 574,75 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96 - Lening;
- 11 april 2023 - Meubilair voor de gemeentelijke scholen en kinderdagverblijven 2023 - 60.700 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40, 734/741-51/40 en 84401/741-51/58;
- 11 april 2023 - Turnmetaal en -uitrusting 2023 - 12.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 722/744-98/40, 75101/744-98/40 en 75102/744-98/4;
- 18 april 2023 - Gemeente-eigendommen - Paviljoen Louis XV - Herkwalificatie van de directe omgeving - Goedkeuring van de reactualisatie van het bedrag voor de werken naar 280.830,15 € (B.T.W. inbegrepen) en van de honoraria van het architectenbureau - 14.771,70 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 773/724-60/87.

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

14 Location et entretien d'un copieur multifonction pour l'imprimerie communale.- Modification de l'estimation.- Application de l'article 234, § 1 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, § 1 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41;

Considérant le cahier des charges n°2022-046 relatif au marché Location et entretien d'un copieur multifonction pour l'imprimerie communale pour les années 2023 à 2028 établi par la Centrale de marchés;

Considérant que les conditions de ce marché ont été approuvées par l'Assemblée en séance du 24 novembre 2022 et du 26 janvier 2023;

Vu que le montant de l'offre de 276.447,01 € dépasse le montant de l'estimation (217.800 €) de 58.647,01 € en raison du fait que les renseignements obtenus lors de la consultation informelle de certains opérateurs économiques n'ont pas tenu compte de tous les paramètres du marché lors de l'établissement de l'estimation du marché;

Considérant que le montant de l'estimation doit donc être revu à 276.447,01 €;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver la nouvelle estimation du marché de 276.447,01 €, 21 % T.V.A.C.

Huur en onderhoud van een multifunctionele kopieermachine voor de gemeentelijke drukkerij. Wijziging van de raming.- Toepassing van artikel 234, § 1 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, § 1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41;

Gelet op bestek nr. 2022-046 betreffende de opdracht "Huur en onderhoud van een multifunctionele kopieermachine voor de gemeentelijke drukkerij voor het jaar 2023 tot 2028, opgesteld door de Opdrachtcentrale;

Overwegende dat de voorwaarden van deze opdracht door de vergadering goedgekeurd werden in zitting van 24 november 2022 en 26 januari 2023;

Aangezien het bedrag van de offerte van € 276.447,01 het bedrag van de raming (€ 217.800) met € 58.647,01 overschrijdt doordat de inlichtingen die verkregen werden bij de informele raadpleging van sommige aannemers geen rekening hielden met alle parameters van de opdracht bij de opmaak van de raming van de opdracht;

Aangezien we slechts een offerte ontvangen hebben, die volledig en regelmatig is;

Overwegende dat het bedrag van de raming dus herzien moet worden naar € 276.447,01;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de nieuwe raming van de opdracht van € 276.447,01 incl. 21 % btw goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

15 Espace Public Numérique (EPN) - Adoption d'un règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 13 octobre 2020 de pérenniser l'Espace Public Numérique (EPN) d'Uccle, chaussée d'Alseberg, 1011, par sa reprise en gestion communale afin de développer sa politique d'inclusion numérique, projet initial de la maison de l'emploi inauguré en décembre 2018 subsidié par ACTIRIS pour la période 2018-2021;

Vu la nécessité d'adopter un nouveau règlement d'ordre intérieur de l'EPN,

Décide d'adopter le règlement d'ordre intérieur de l'EPN d'Uccle, chaussée d'Alseberg, 1011.

Openbare computerruimte (OCR) - Goedkeuring van het huishoudelijk reglement

De Raad,

Gelet op de beslissing van het College van 13 oktober 2020 om de Openbare Computerruimte (OCR) van Ukkel, Alsebergsesteenweg 1011, permanent te maken door deze onder gemeentelijk beheer te plaatsen met het oog op de ontwikkeling van zijn beleid van digitale inclusie, oorspronkelijk project van het Jobhuis, in december 2018 ingehuldigd, door ACTIRIS gesubsidieerd voor de periode 2018-2021;

Gelet op de noodzaak om een nieuw huishoudelijk reglement voor de OCR goed te keuren,

Beslist het huishoudelijk reglement van de OCR van Ukkel, Alsebergsesteenweg 1011, goed te keuren.

16 **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Compte 2022.**

Le Conseil,

Attendu que le l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le Conseil communal en date du 27 juin 1991;

Vu que l'A.S.B.L. présente son rapport d'activité et son compte 2022 approuvé par l'Assemblée Générale en séance du 27 mars 2023,

Prend acte du compte 2022 de l'A.S.B.L. Animation prévention Socio-Culturelle.

V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.- Rekening 2022.

De Raad,

Aangezien dat de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie opgericht werd door een beslissing van de Gemeenteraad, genomen in zitting van 27 juni 1991;

Gezien dat de V.Z.W. zijn activiteitverslag en de rekening voor 2022, door de Algemene Vergadering goedgekeurd in zitting van 23 maart 2023, voorstelt;

Neemt kennis van de rekening 2022 van de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.

17 **Approbation de la Convention relative à la coordination locale de cohésion sociale, du ROI de la Concertation locale et du Pacte local 2024-2028 de Cohésion sociale.**

Le Conseil,

Considérant la décision du Collège du 26/10/2021 d'organiser la mise en place du contrat communal de cohésion sociale conformément au décret de la COCOF relatif à la cohésion sociale du 30 novembre 2018;

Attendu que la commune d'Uccle a mis en place une coordination locale de cohésion sociale;

Attendu qu'une Convention relative à la coordination locale doit être conclue entre le Collège des Bourgmestre et échevins de la commune d'Uccle et le Collège de la Commission communautaire française;

Attendu qu'une Concertation locale est créée dans chaque commune éligible et qu'elle réunit tous les acteurs de la cohésion sociale présents sur son territoire conformément au Décret de la COCOF; Attendu que la coordination locale de cohésion sociale du Service Action Sociale a dans ce cadre notamment pour mission la mise en place de la Concertation locale de cohésion sociale de la commune d'Uccle; Attendu que la coordination locale de cohésion sociale a élaboré un diagnostic local de cohésion sociale en 2022;

Considérant que la première Concertation locale de cohésion sociale de la commune d'Uccle de l'année 2023 a eu lieu le 24 mars 2023;

Attendu que la Concertation locale du 24 mars 2023 a adopté son Règlement d'Ordre Intérieur, joint en annexe, à la majorité absolue;

Attendu que le Pacte local pour le renforcement de la cohésion sociale de la commune d'Uccle 2024-2028, joint en annexe, vise à définir les objectifs communs entre le Collège de la COCOF et la commune en matière de renforcement de la cohésion sociale à Uccle;

Considérant que le Pacte local a été soumis pour avis à la Concertation locale du 24 mars 2023; Considérant que la Concertation locale peut remettre des avis d'initiative sur des sujets touchant de près ou de loin à la cohésion sociale. Ces avis sont adressés, à tout le moins, à la commune et au Collège de la COCOF;

Considérant que, sur base du diagnostic local, les membres de la Concertation locale de la commune d'Uccle ont validé en date du 24 mars 2023 dans le cadre du Pacte local cinq orientations spécifiques locales, Décide :

1. d'approuver la Convention relative à la coordination locale entre le Collège des Bourgmestre et échevins de la commune d'Uccle et le Collège de la Commission communautaire française ;
2. d'approuver le ROI de la Concertation locale de la commune d'Uccle ;
3. d'approuver le Pacte local pour le renforcement de la cohésion sociale de la commune d'Uccle ;
4. d'émettre un avis favorable sur les cinq orientations spécifiques locales votées par les membres de la Concertation locale.

Goedkeuring van de overeenkomst met betrekking tot de lokale coördinatie van sociale samenhang, van het huishoudelijk reglement van het Lokaal overleg en van het Lokaal pact voor sociale samenhang 2024-2028.

De Raad,

Overwegende de beslissing van het college van 26/10/2021 om de invoering van het gemeentelijk contract van sociale samenhang te organiseren overeenkomstig het decreet van de COCOF met betrekking tot de sociale samenhang van 30 november 2018;

Aangezien de gemeente Ukkel een lokale coördinatie van sociale samenhang ingevoerd heeft; Aangezien er een overeenkomst met betrekking tot de lokale coördinatie gesloten moet worden tussen het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel en het college van de Franse Gemeenschapscommissie;

Aangezien er een Lokaal overleg gecreëerd werd in elke gemeente die in aanmerking komt en het alle actoren van sociale samenhang op het grondgebied verenigt overeenkomstig het decreet van de COCOF;

Aangezien de lokale coördinatie van sociale samenhang van de dienst Sociale Actie in dit kader onder andere de invoering van het Lokaal overleg van sociale samenhang van de gemeente Ukkel als opdracht heeft;

Aangezien de lokale coördinatie van sociale samenhang in 2022 een lokale diagnose van sociale samenhang opgesteld heeft;

Overwegende dat het eerste Lokaal overleg van sociale samenhang van de gemeente Ukkel van 2023 plaatsvond op 24 maart 2023;

Aangezien het Lokaal overleg van 24 maart 2023 zijn huishoudelijk reglement, in de bijlage, bij absolute meerderheid goedgekeurd heeft;

Aangezien het Lokaal pact voor de versterking van de sociale samenhang van de gemeente Ukkel 2024-2028, in de bijlage, ertoe strekt de gemeenschappelijke doelstellingen van het college van de COCOF en de gemeente inzake versterking van de sociale samenhang in Ukkel te definiëren;

Overwegende dat het Lokaal pact voor advies voorgelegd werd aan het Lokaal overleg van 24 maart 2023;

Overwegende dat het Lokaal overleg op zijn initiatief adviezen kan formuleren over onderwerpen die op een of andere manier te maken hebben met de sociale samenhang. Deze adviezen worden op zijn minst gericht aan de gemeente en aan het college van de COCOF;

Overwegende dat de leden van het Lokaal overleg van de gemeente Ukkel op 24 maart 2023, op basis van de lokale diagnose, vijf specifieke lokale oriëntaties goedgekeurd hebben in het kader van het Lokaal pact, Beslist :

1. de overeenkomst met betrekking tot de lokale coördinatie tussen het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel en het college van de Franse Gemeenschapscommissie goed te keuren;
2. het huishoudelijk reglement van het Lokaal overleg van de gemeente Ukkel goed te keuren;
3. het Lokaal pact voor de versterking van de sociale samenhang van de gemeente Ukkel goed te keuren;
4. een gunstig advies te verlenen aan de vijf specifieke lokale oriëntaties die door de leden van het Lokaal overleg gestemd werden.

18 Aide au déplacement pour la vaccination Covid 19 - Abrogation du règlement.

Le Conseil,

Considérant le règlement chèques-taxi d'aide au déplacement pour la vaccination Covid-19 approuvé par le Conseil communal en date du 16 mars 2021;

Considérant que le besoin urgent de faciliter le déplacement des personnes âgées et précarisées vers les centres de vaccination n'est plus nécessaire, vu l'évolution de la pandémie,

Décide d'abroger le règlement approuvé en séance du Conseil communal du 16 mars 2021, octroyant des chèques-taxi pour l'aide au déplacement pour la vaccination Covid-19.

Hulp bij de verplaatsing voor de vaccinatie Covid 19 - Opheffing van het reglement.

De Raad,

Gelet op het reglement inzake taxicheques voor reisbijstand voor COVID-19 vaccinaties, goedgekeurd door de gemeenteraad op 16 maart 2021;

Overwegende dat de dringende noodzaak om het reizen van ouderen en precare personen naar vaccinatiecentra te vergemakkelijken niet langer noodzakelijk is, gezien de evolutie van de pandemie,

Beslist het reglement inzake taxicheques voor reisbijstand voor COVID-19 vaccinaties, goedgekeurd door de gemeenteraad op 16 maart 2021, op te heffen.

Prévention - Preventie

19 Service Prévention.- Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme.

Le Conseil,

Vu le Plan Global de Sécurité et de Prévention de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'appel aux Plans Locaux de Prévention et de Proximité (PLPP) 2022-2024 du 21 mars 2022;

Vu l'activité 1 « Présence des agents de prévention au sein de l'espace public »;

Vu l'approbation de la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme du 1er mai 2022 au 1er mai 2023 approuvé par le Conseil communal du 19 mai 2022;

Considérant que depuis l'occupation de l'Antenne de prévention de proximité, le Service Prévention a augmenté sa visibilité dans le quartier, sa relation avec les partenaires locaux et l'accroche auprès des habitants;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre le travail au sein du quartier;

Considérant qu'au vu du projet du service, BinHôme marque son accord pour renouveler la convention d'occupation du local situé rue Georges Ugueux, 5 à titre gracieux;

Considérant que la commune garde à sa charge les frais liés aux consommations d'eau, gaz et électricité;

Considérant que la commune continue d'assurer sa responsabilité civile en matière d'incendie/dégâts des eaux pour le contenu du local;

Considérant que le renouvellement de la convention porte sur la période du 1 mai 2023 au 31 juillet 2023 pour cause de travaux;

Considérant qu'un autre local sera mis à disposition du service de Prévention et que cette nouvelle mise à disposition fera l'objet d'une prochaine convention;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide d'approuver la convention de mise à disposition d'un local communautaire par BinHôme en annexe.

Preventiedienst.- Vernieuwing van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme.

De Raad,

Gelet op het Globaal Veiligheids- en Preventieplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de oproep tot de Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen (PPBP) 2022-2024 van 21 maart 2022;

Gelet op activiteit 1 "Aanwezigheid van de preventieambtenaars in de openbare ruimte";

Gelet op de goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme van 1 mei 2022 van 1 mei 2023, goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 mei 2022;

Overwegende dat sinds de bezetting van het lokaal preventiesteunpunt de Preventiedienst zijn zichtbaarheid in de wijk, zijn relatie met de lokale partners en de aanhechting met de inwoners verbeterd heeft;

Overwegende dat het werk in de wijk voortgezet moet worden;

Overwegende dat BinHôme in het licht van het project van de dienst zijn goedkeuring verleent om de overeenkomst voor de kosteloze bezetting van het lokaal in de Georges Ugueuxstraat 5 te vernieuwen;

Overwegende dat de gemeente de kosten voor het verbruik van water, gas en elektriciteit voor haar rekening blijft nemen;

Overwegende dat de gemeente haar burgerlijke aansprakelijkheid inzake brand/waterschade voor de inhoud van het lokaal blijft verzekeren;

Overwegende dat de vernieuwing van de overeenkomst betrekking heeft op de periode van 1 mei 2023 tot 31 juli 2023 wegens werken;

Overwegende dat een ander lokaal ter beschikking van de Preventiedienst gesteld zal worden en dat deze nieuwe terbeschikkingstelling het voorwerp zal uitmaken van een volgende overeenkomst;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een gemeenschapslokaal door BinHôme goed te keuren.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

20 **Approbation de la Convention de soutien financier à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous. Année 2023.**

Le Conseil,

Considérant l'allongement de l'espérance de vie et l'isolement d'un grand nombre de personnes âgées sur le territoire de la commune d'Uccle, ce dernier s'étant aggravé du fait des mesures sanitaires de lutte contre la pandémie de Covid-19;

Constatant l'importance du contact humain aux côtés des autres aspects pratiques (repas, soins, etc) dans le maintien à domicile d'une personne âgée;

Considérant l'importance de création de lien social entre les générations et de renforcement du lien dans les quartiers;

Constatant la pertinence et l'utilité de l'action de l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en faveur du volontariat et d'un maintien à domicile qualitatif des personnes âgées;

Vu le Rapport d'activité remis par l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en vertu de la convention approuvée par le Conseil en sa séance du 28 avril 2022, ci-annexé, dans lequel l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous démontre avoir produit les meilleurs efforts pour atteindre les objectifs fixés selon cette convention;

Considérant dès lors l'opportunité de reconduire en 2023 la convention de collaboration, Décide d'approuver :

- la reconduction de la convention de collaboration ci-annexée entre l'Administration Communale d'Uccle et l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en 2023;
- l'octroi d'un subside de 7.000 € à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous.

Goedkeuring van de Overeenkomst van financiële ondersteuning aan de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous.- Jaar 2023.

De Raad,

Overwegende de langere levensverwachting en het isolement van heel wat ouderen op het grondgebied van de gemeente Ukkel, dit laatste is nog erger gemaakt door de gezondheidsmaatregelen in de strijd tegen de COVID-19-pandemie;

Vaststellende het belang van het menselijk contact naast de andere praktische aspecten (maaltijden, verzorging, enz.) in het thuisbehoud van een oudere;

Overwegende het belang om sociale banden tussen generaties te smeden en de band binnen de wijken te versterken;

Vaststellende de relevantie en het nut van de acties van de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous ten bate van het vrijwilligerswerk en een kwalitatief thuisbehoud van ouderen;

Gelet op het activiteitenverslag ingediend door de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous krachtens de bijgevoegde overeenkomst, goedgekeurd door de raad in zitting van 28 april 2022, waarin de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous aantoonde grote inspanningen geleverd te hebben om de doelstellingen van deze overeenkomst te bereiken, rekening houdend met de moeilijkheden door de pandemie;

Gelet op de mogelijkheid de samenwerkingsovereenkomst te verlengen in 2023, Beslist :

- de samenwerking voort te zetten en de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous goed te keuren in 2023;
- de toekenning van een subsidie van 7.000 € goed te keuren voor de V.Z.W. Bras Dessus Bras Dessous.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Crèches - Kinderdagverblijven

21 **Service Crèches.- Travaux d'agrandissement.- Fermeture de la crèche des grands du Homborch et de la Halte-accueil de Saint-Job et aménagement temporaire de la crèche de Saint-Job et de la Halte-accueil de Saint-Job.**

Le Conseil,

Attendu que la crèche des grands du Homborch va faire l'objet de travaux d'extension et de rénovation;
Que ces travaux sont programmés pour débiter au mois d'octobre 2023;

Que ces travaux imposent de fermer la structure de la crèche des grands du Homborch (18 enfants TP) pour une durée de 24 mois à 30 mois;

Que nous sommes tenus d'organiser un accueil des enfants initialement inscrits à la crèche des grands du Homborch durant les travaux;

Que la crèche de Saint-Job dispose des capacités d'accueil pour 9 enfants de la crèche des grands du Homborch pendant cette période;

Que cet accueil est conditionné par la fermeture temporaire de la Halte-Accueil de Saint-Job (non subsidiée), afin d'y accueillir 9 autres enfants de la crèche des grands du Homborch;

Que cet accueil est conditionné par un petit aménagement du local de psychomotricité de la crèche de Saint-Job, à savoir le placement d'une fenêtre dans la cloison qui sépare l'infirmerie actuelle et la salle de psychomotricité, afin que le personnel puisse avoir un regard sur leur section lorsqu'il change un enfant;

Que ces travaux pourraient être facilement réalisés par les ouvriers communaux;

Qu'après une visite des lieux, le coordinateur régional de l'ONE a donné un avis préalable favorable à l'avant-projet de transfert et d'accueil à la crèche de la crèche des grands du Homborch;

Que l'ONE doit être informé du projet d'aménagement définitif afin de valider officiellement le projet d'accueil des enfants à la crèche des grands du Homborch;

Qu'un déménagement du mobilier de la crèche des grands du Homborch doit être planifié;

Que les directrices des crèches et le personnel doivent être informés officiellement de l'organisation décidée par l'Assemblée;

Que les parents concernés doivent également être informés dès maintenant du transfert et de la possibilité d'avoir une place à la prochaine rentrée, en fonction du transfert éventuel des locaux, Prend acte de la décision du Collège échevinal du 11 avril 2023 :

- d'autoriser la fermeture temporaire de la halte-accueil de Saint-Job, durant les travaux de la crèche des grands du Homborch;

- d'autoriser le gel des 10 places d'accueil non subventionnées durant les travaux;

- l'accueil des enfants de la crèche des grands du Homborch à la crèche de Saint-Job (9 enfants) et à la halte-accueil de Saint-Job (9 enfants), le temps de fermeture de la crèche des grands du Homborch dans le cadre des travaux d'extension et de rénovation;

- d'informer l'ONE de cette décision et de demander un accord officiel quant à cette organisation;- de faire procéder aux aménagements obligatoires à la crèche de Saint-Job, à savoir le placement d'une vitre dans la paroi séparant l'actuelle infirmerie et la salle de psychomotricité;

- d'autoriser la planification du déménagement;

- d'informer les directrices des crèches et le personnel concerné;

- d'informer les parents des enfants concernés du dispositif mis en place.

Dienst Kinderdagverblijven.- Uitbreidingswerkzaamheden.- Sluiting van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen en de tijdelijke opvang Sint-Job en tijdelijke inrichting van het kinderdagverblijf Sint-Job en de tijdelijke opvang Sint-Job.

De Raad,

Aangezien het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen uitgebreid en gerenoveerd zal worden;

Aangezien deze werken zullen starten begin oktober 2023;

Aangezien het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen (18 kinderen VT) mogelijks gedurende 24 tot 30 maanden gesloten zal zijn door deze werken;

Aangezien er tijdens de werken opvang voorzien moet worden voor de kinderen die oorspronkelijk ingeschreven waren in het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;

Aangezien het kinderdagverblijf Sint-Job 9 kinderen van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen kan opvangen tijdens deze periode;

Aangezien deze opvang mogelijk wordt door de tijdelijke sluiting van de tijdelijke opvang Sint-Job (niet-gesubsidieerd om er 9 andere kinderen van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen op te vangen);

Aangezien deze opvang mogelijk wordt door een kleine inrichting van het lokaal voor psychomotoriek van het kinderdagverblijf Sint-Job, namelijk de plaatsing van een raam in de scheidingswand tussen de huidige EHBO-post en het lokaal voor psychomotoriek zodat het personeel zicht heeft op hun afdeling wanneer zij een kind verschonen;

Aangezien dit werk gemakkelijk door de gemeentearbeiders uitgevoerd kan worden;

Aangezien de gewestelijke coördinator van de ONE, na een bezoek ter plaatse, een voorafgaand gunstig advies heeft gegeven aan het voorontwerp van de transfer en de opvang in het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;

Aangezien de ONE geïnformeerd moet worden over het definitieve inrichtingsproject met het oog op de officiële validatie van het opvangproject van de kinderen in het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;

Aangezien de verhuizing van het meubilair van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen gepland moet worden;

Aangezien de directrices van de kinderdagverblijven en het personeel officieel geïnformeerd moeten worden over de organisatie, beslist door de vergadering;

Aangezien de betrokken ouders eveneens vanaf nu geïnformeerd moeten worden van de transfer en de mogelijkheid van een plaats in het volgende schooljaar, afhankelijk van de eventuele overdracht van de lokalen,

Neemt akte van de beslissing van het college van 11 april 2023 om :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de tijdelijke sluiting van de tijdelijke opvang Sint-Job gedurende de werken van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen;
- de bevestiging van de 10 niet-gesubsidieerde kinderopvangplaatsen tijdens de werken toe te staan;
- de opvang van de kinderen van het kinderdagverblijf Homborch afdeling grote kinderen in het kinderdagverblijf Sint-Job (9 kinderen) en in de tijdelijke opvang Sint-Job (9 kinderen), terwijl het kinderdagverblijf Homborch gesloten is voor de uitbreidings- en renovatiewerkzaamheden;
- de ONE in te lichten over deze beslissing en een officieel akkoord te vragen inzake deze organisatie;- te zorgen voor de verplichte inrichtingen in het kinderdagverblijf Sint-Job, namelijk de plaatsing van een raam in de scheidingswand tussen de huidige EHBO-post en het lokaal voor psychomotoriek;
- de planning van de verhuizing toe te laten;
- de directrices van de kinderdagverblijven en het betrokken personeel te informeren;- de ouders van de betrokken kinderen te informeren over de voorziene maatregel.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

22 **Question écrite de M. De Bock : Meet my arts.**

Schriftelijke vraag van de h. De Bock : Meet my arts.

23 **Question écrite de M. Cools : immeuble abandonné rue du Bourdon.**

Schriftelijke vraag van de h. Cools : verlaten gebouw op de Horzelstraat.

24 **Question écrite de Mme Czekalski : la lutte contre les tags.**

Schriftelijke vraag van Mevr. Czekalski : de strijd tegen tags.

25 **Interpellation de M. Godefroid : la sécurité des cyclistes.- report du 23/03/2023**

Interpellatie van de h. Godefroid : de veiligheid van de fietsers.- uitstel van 23/03/2023

26 **Interpellation de M. Norré : Open Free Go.**

Interpellatie van de h. Norré : Open Free Go.

27 **Interpellation de M. Norré : l'abattage d'arbres à l'hippodrome de Boitsfort.**

Interpellatie van de h. Norré : vellen van bomen op de renbaan van Bosvoorde.

28 **Interpellation de Mme Van Offelen et M. Bruylant : les premiers secours.**

Interpellatie van Mevr. Van Offelen en de h. Bruylant : de eerste hulp.

29 **Interpellation de M. Cohen : la verdurisation des quartiers commerçants.**

Interpellatie van de h. Cohen : de vergroening van de winkelwijken.

30 **Interpellation de M. Cohen : sécurisation de la voie de chemin de fer le long de la rue Gatti de Gamond.**

Interpellatie van de h. Cohen : beveiliging van de spoorwegberm langs de Gatti de Gamondstraat.

31 **Interpellation de M. Cools : travaux de la STIB dans le quartier du Bourdon.**

Interpellatie van de h. Cools : werken van de MIVB in de Horzelwijk.

32 **Interpellation de M. Cools : le parcours d'intégration et la lutte contre l'analphabétisme.**

Interpellatie van de h. Cools : het inburgeringstraject en de strijd tegen de ongeletterdheid.

33 **Question orale de Mme Maison : un "label propreté" pour les commerces.- report du 23/03/2023**

Mondelinge vraag van Mevr. Maison : un "netheidlabel" voor de handelszaken.- uitstel van 23/03/2023

34 **Question orale de Mme Czekalski : la végétalisation d'Uccle.- report du 23/03/2023**

Mondelinge vraag van Mevr. Czekalski : de vergroening van Ukkel.- uitstel van 23/03/2023

35 **Question orale de M. Desmet : la réhabilitation des églises récemment désacralisées à Uccle.report du 23/03/2023**

Mondelinge vraag van de h. Desmet : nieuwe bestemmingen voor de recent ontwijde kerken te Ukkel.- uitstel van 23/03/2023

36 **Question orale de M. Norré : la situation de Delhaize.- report du 23/03/2023**

Mondelinge vraag van de h. Norré : de situatie van Delhaize.- uitstel van 23/03/2023

37 **Question orale de M. Cohen : la communication communale autour des poubelles oranges.**

Mondelinge vraag van de h. Cohen : de communicatie rond de oranje vuilnisbakken.

38 **Question orale de M. Hayette : fermeture des voiries dû aux travaux de la Chaussée d'Alsemberg.**

Mondelinge vraag van de h. Hayette : wegafsluitingen door de werken Alsembergsesteenweg.
